

**MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

**RAPPORT SUR LA SITUATION D'EXÉCUTION DU BUDGET
D'ÉTAT AU 31 DECEMBRE 2016
(Provisoire)**

SOMMAIRE

I. INTRODUCTION	1
II. MOBILISATION DES RESSOURCES PAR SERVICE ET DES AIDES BUDGETAIRES ...	2
1. Mobilisation des ressources par service	2
Direction Générale des Douanes	3-4
Direction Générale des Impôts	5-6
Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique.....	7-9
Direction Nationale des Domaines et du Cadastre	10-12
Direction Générale de la Dette Publique	13-14
Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat	15-16
2. Mobilisation des appuis budgétaires	16-17
III. EXÉCUTION DU BUDGET EN DÉPENSES	18
1. Analyse de l'exécution des dépenses par nature de budget	18-20
2. Analyse de l'exécution du budget par nature de dépenses	21-22
3. Situation d'exécution du budget par compte économique	23-38
4. Analyse de l'exécution du budget par fonction	39-40
5. Détail de l'exécution du budget par section	41-63
IV. CONCLUSION	64

I. INTRODUCTION

Le budget 2016 a été exécuté dans un contexte mondial marqué par une légère reprise de la croissance mondiale qui devrait passer à 3,2% contre 3,1% en 2015. Cette reprise de la croissance économique devrait se poursuivre en 2017 pour atteindre 3,5%.

Quant à l'inflation, elle demeurerait modérée entre 2016 et 2017, du fait que les cours des produits de base ne devraient pas connaître d'évolutions notables.

Au plan national, les perspectives macroéconomiques du Mali s'annoncent favorables. En effet, il est attendu une croissance de 5,0% et l'inflation devrait rester dans la norme communautaire de 3% en 2016, pour autant que la pluviométrie soit favorable.

Les ressources de la Loi de Finances au 31 décembre 2016 sans le financement extérieur du BSI ont été réalisées à hauteur de **1453, 414 milliards FCFA** sur une prévision révisée de **1505,303 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de **96,55%** contre **99,78%** à la même période en 2015.

Les dépenses, sans le financement extérieur du Budget Spécial d'Investissement (BSI), ont été exécutées à hauteur de **1 702,57 milliards FCFA** sur une prévision annuelle de **1 797, 26milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **94,73%** contre **93,71%** à la même période en 2015.

Ci-dessous, le détail de l'exécution au 31 décembre 2016 des recettes budgétaires par service d'assiette et de recouvrement et des dépenses par budget, par nature, par fonction et par destination.

II. MOBILISATION DES RESSOURCES PAR SERVICE ET DES APPUIS BUDGETAIRES

1. Mobilisation des ressources par service :

Sur une prévision annuelle révisée de **1 505,303 milliards de FCFA**, les réalisations au 31 décembre 2016 se sont chiffrées à **1 455,010 milliards de FCFA**, soit un taux de recouvrement de 96,66% contre **84,85%** à la même période en 2015. Le montant non réalisé par rapport à l'objectif annuel est de **50,293 milliards de FCFA**.

La situation de recouvrement des recettes par service ainsi que les réalisations au titre des appuis budgétaires se présentent au 31 décembre 2016 comme suit :

(En milliards de FCFA)

STRUCTURES	Objectif annuel initial (0)	Objectif Annuel révisé (1)	Réalisations au 30/12/2016 (2)	Ecart par rapport à l'objectif annuel (3) = (2) - (1)	Taux de réalisation/objectif annuel (4) = (2) / (1)*100
DGD*	512	523	525,625	2,625	100,50
DGI*	720,003	720,003	722,837	2,834	100,39
DNTCP	30	28	28,774	0,774	102,76
DNDC	85	89,2	80,047	-9,153	89,74
DGABE	6	4,84	3,04	-1,8	62,81
DGDP	4,112	4,112	7,878	3,766	191,59
Total Recettes Budgétaires	1357,115	1369,155	1368,201	-0,954	99,93
ABS	17,393	18,391	8,083	-10,308	43,95
ABG (DONS)	67,306	55,757	45,546	-10,211	81,69
ABG (PRETS)	36,8	62	31,584	-30,416	50,94
Total Appuis Budgétaires	121,499	136,148	85,213	-50,935	62,59
TOTAL GENERAL	1478,614	1505,303	1453,414	-50,293	96,55

NB :

* Les recettes de la DGD et de la DGI intègrent les crédits TVA.

* Les recettes de ce tableau n'intègrent pas les recettes des Budgets Annexes et des Comptes et Fonds Spéciaux.

Direction Générale des Douanes

Au titre de l'année 2016, les prévisions de recouvrement des recettes douanières ont été fixées dans le projet de Loi de Finances 2016 à **512 milliards FCFA** dont **188,4 milliards FCFA** sur les produits pétroliers et **323,6 milliards FCFA** sur les autres marchandises.

Dans le cadre du projet de loi de Finances Rectificative, ces prévisions ont été revues à la hausse courant avril 2016 et portées à **523 milliards FCFA**, dont 199,4 milliards FCFA sur les produits pétroliers et 323,6 milliards FCFA sur les autres marchandises.

A. Réalisations des recettes douanières au 31 décembre 2016 : (Cf. Tableau ci-dessous)

Pour la réalisation des objectifs de recettes qui lui sont assignés dans la Loi de Finances Rectificative 2016, la Direction Générale des Douanes a mis en œuvre un certain nombre de mesures qui, combinées avec les avantages judicieusement exploités de la conjoncture économique internationale notamment la baisse du prix du pétrole, ont donné des résultats assez satisfaisants.

Tableau n°1 : Réalisations de recettes à la date du 31 décembre 2016

PREVISIONS ET REALISATIONS DE RECETTES AU TITRE DE L'ANNEE 2016															
(En millions FCFA)															
GROUPE	RUBRIQUES	OBJECTIFS	MOIS												
			AN	Janv	Fév	Mars	Av	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
PP	Réalisations	199 400	19 229,2	19 078,1	19 843,4	16 509,1	18 618,2	15 384,1	14 206,3	13 153,4	13 556,4	15 003,2	15 509,2	16 709,5	196 800,1
	Prévisions		19 229,2	19 078,1	19 843,4	16 509,1	15 477,0	15 477,0	15 786,0	15 786,0	15 786,0	15 477,0	15 477,0	15 474,0	199 400,0
	Ecarts		0,0	0,0	0,0	0,0	3 141,2	-92,9	-1 579,7	-2 632,6	-2 229,6	-473,8	32,2	1 235,5	-2 599,9
	Taux		100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	120,30%	99,40%	89,99%	83,32%	85,88%	96,94%	100,21%	107,98%	98,70%
PNP	Réalisations	323 600	22 751,8	24 201,5	23 988,7	28 264,4	27 151,8	30 692,3	28 832,4	28 577,7	27 757,7	29 222,8	29 511,9	27 872,6	328 825,7
	Prévisions		22 751,8	24 201,5	23 988,7	28 264,4	27 755,0	27 756,0	28 255,0	28 255,0	28 255,0	28 044,0	28 042,0	28 032,1	323 600,0
	Ecarts		0,0	0,0	0,0	0,0	-603,2	2 936,3	577,4	322,7	-497,3	1 178,8	1 469,9	-159,5	5 225,7
	Taux		100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	97,83%	110,58%	102,04%	101,14%	98,24%	104,20%	105,24%	99,43%	101,61%
TOTAL	Réalisations	523 000	41 981,0	43 279,5	43 832,1	44 773,5	45 770,1	46 076,4	43 038,7	41 731,0	41 314,1	44 226,0	45 021,1	44 582,2	525 625,8
	Prévisions		41 981,0	43 279,5	43 832,1	44 773,5	43 232,0	43 233,0	44 041,0	44 041,0	44 041,0	43 521,0	43 519,0	43 506,0	523 000,0
	Ecarts		0,0	0,0	0,0	0,0	2 538,1	2 843,4	-1 002,3	-2 310,0	-2 726,9	705,0	1 502,1	1 076,2	2 625,8
	Taux		100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	105,87%	106,58%	97,72%	94,76%	93,81%	101,62%	103,45%	102,47%	100,50%

PP=produits pétroliers ; PNP=produits non pétroliers

A la date du 31 décembre 2016, les recettes réalisées au cordon douanier se sont chiffrées à **525 625,8 millions de FCFA** pour des prévisions de **523 000 millions de FCFA** sur la même période, soit un GAP positif de **2 625,8 millions de FCFA** et une couverture de **100,5%** des prévisions. Ce niveau de réalisation est en hausse de 9,5% par rapport à celui de 2015, soit un excédent nominal de 45 624 millions de FCFA.

1. Recettes issues des produits pétroliers : (Cf. Tableau ci-dessus)

Sur une prévision de **199 400 millions de FCFA** au titre de l'année 2016, il a été réalisé sur les produits pétroliers **196 800,1 millions de FCFA**, soit un GAP négatif de **2 599,9 millions de FCFA** et une couverture de **98,70%** des prévisions.

La contreperformance des recettes pétrolières est la résultante d'une conjoncture moins favorable au second semestre 2016, contrairement au 1^{er} semestre où le cours du baril de pétrole n'affichait pas encore l'ascension. La hausse des prix fournisseurs au 2^{ème} semestre s'est traduite par une contraction des prélèvements douaniers.

2. Recettes issues des produits non pétroliers : (Cf. Tableau ci-dessus)

Les recettes sur les produits non pétroliers à la date du 31 décembre 2016, sont de **328 825,7 millions de FCFA** pour des prévisions de **323 600 millions FCFA**, soient un excédent de **5 225,7 millions FCFA** et une couverture des prévisions de **101,61%**.

Les efforts managériaux sur le dédouanement de ces produits se sont traduits par un accroissement substantiel des recettes sur l'importation de ces marchandises solides. Ainsi, de 22 751,8 millions comme planché en janvier, les recettes sur les marchandises solides plafonnent à 30 692,3 millions en juin, soit une augmentation de 7 940,5 millions de FCFA.

B. Perspectives de recouvrement en 2017 :

Les prévisions de recettes de la Direction Générale des Douanes en 2017, sont fixées à **585 milliards de FCFA**, dont **215 milliards de FCFA** sur les produits pétroliers et **370 milliards de FCFA** sur les marchandises solides.

La réalisation de cet objectif, impose à la Douane des recettes mensuelles moyennes de 48,8 milliards de FCFA contre une moyenne réalisée de 43,8 milliards par mois en 2016, soit un effort supplémentaire de 5 milliards/mois.

Malgré une conjoncture peu favorable pour les recettes pétrolières suite à la remontée amorcée du cours du prix du baril, la Direction Générale des Douanes a pris toutes les dispositions nécessaires pour l'atteinte de l'objectif budgétaire 2017. Une attention particulière sera portée sur les marchandises solides afin d'optimiser leur prise en charge dans les différentes structures de dédouanement.

Au 1^{er} trimestre 2017, les recettes prévisionnelles de la Direction Générale des Douanes sont de 140,450 milliards de FCFA, soit une moyenne mensuelle de 46,817 milliards de FCFA, contre des recettes mensuelles moyennes de 44,6 milliards de FCFA au 4^{ème} trimestre 2016.

Direction Générale des Impôts

Les prévisions de recettes de l'exercice budgétaire 2016 de la Direction Générale des Impôts (DGI) ont été fixées à 720 milliards de francs CFA dans la Loi de Finances 2016.

Le tableau suivant donne le calendrier prévisionnel de mise en œuvre de ces prévisions au 31 décembre 2016.

Mois	2016	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Oct.	Nov.	Déc.
Prévision	720,00	39,120	50,509	73,162	69,922	64,365	62,783	69,783	49,097	47,432	49,007	70,854	73,966

En termes de réalisation, les encaissements au 31 décembre 2016 s'élèvent à 722,837 milliards sur un objectif annuel de 720 milliards soit un taux de réalisation de 100,39% et un dépassement en valeur absolue de 2,837 milliards de F CFA.

L'évolution des recettes par grande masse par rapport aux prévisions 2016 de la DGI est consignée dans le tableau ci-dessous.

Prévisions et réalisations par grandes masses de la DGI en 2016

PERIODE	Impôts directs	Impôts indirects	Enregist. & Timbre	Total
Prévisions	390 884	307 775	21 341	720 000
Réalisations	367 716	317 858	37 263	722 837
Taux réalisé	94,07%	103,28%	174,61%	100,39%

NB : Les montants sont en millions de FCFA.

L'analyse de ce tableau des réalisations laisse apparaître, une moins bonne tenue des impôts directs avec un taux de réalisations de 94,07% par rapport aux prévisions. Une bonne tenue des impôts indirects et des droits d'enregistrement et de timbre avec des taux de réalisation respectifs de 103,28% et 174,61% sur les prévisions au 31 décembre 2016.

En ce qui concerne les objectifs au 31 décembre 2017 ils ont été fixés à 790,940 milliards de FCFA. Les réalisations attendues au titre du premier trimestre s'élèvent à 173,294 milliards de FCFA. Elles seront effectuées en s'appuyant sur la stratégie suivante :

- l'optimisation des déclarations mensuelles par un meilleur suivi des indicateurs de gestion ;
- l'intensification des poursuites pour le recouvrement des arriérés,
- un meilleur suivi des contribuables qui sont à la fois débiteurs et créanciers de l'Etat ;
- la mise en œuvre des programmes de contrôle ;
- une recherche accrue des renseignements sur les contribuables ;
- la mise en place progressive d'un système informatique plus performant ;

- détermination, à partir des tableaux de suivi des indicateurs de gestion, du montant moyen des paiements spontanés des déclarations mensuelles au niveau de chaque structure de recettes (DGE, DME/CIME, DID et chaque DRI) ;
- détermination, à partir des tableaux de suivi des indicateurs de gestion, du montant moyen des déclarations mensuelles non soldées à la date du 16^{ème} jour de chaque mois.

A la stratégie rappeler ci-dessus, s'ajoute la mise en œuvre des mesures de reformes, dont l'un des principaux axes est la transformation de la DME en Centres des Impôts des Moyennes Entreprises(CIME). La réussite de cette réforme est liée notamment à la mise à disposition d'infrastructures pour rendre opérationnelles avant la fin du premier semestre 2017 au moins deux CIME à Bamako.

Au titre des contrôles, le suivi plus rapproché des opérations de contrôle pour accroître leur efficacité se poursuivra et une attention particulière sera portée au suivi des contrôles de crédits de TVA.

Enfin, la mise en œuvre des reformes ainsi que des activités de communication issues du plan stratégique de la DGI et le renforcement des contrôles internes seront de nature à contribuer à la réalisation des objectifs de recettes.

La stratégie est liée :

- à une meilleure maîtrise des exonérations ;
- à la réalisation des objectifs de croissance de l'économie projetée;
- à une stabilité, voire une remontée du prix de vente de l'or ;
- au maintien d'un climat social apaisé au sein de la Direction Générale des Impôts.

Quant aux mesures d'accompagnement, il s'agira de :

- maintenir le système de la retenue à la source de la TVA appliqué par le trésor public en attendant la mise en œuvre des mesures préalables à sa suppression ;
- poursuivre la réforme du système informatique ;
- accompagner la Direction Générale des Impôts pour la réussite de la mise en œuvre de ses réformes ;
- accompagner constamment les structures de recouvrement ;
- mettre en œuvre une synergie d'action entre la DGI, la DGD, la DNTCP et la DNCC.

La situation d'exécution des prévisions de recettes de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique au 31 décembre 2016 et les perspectives de recouvrement du 1^{er} trimestre 2017 se présentent comme suit :

A. Prévision et réalisation de recettes au 31 décembre 2016

(En millions de F.CFA)

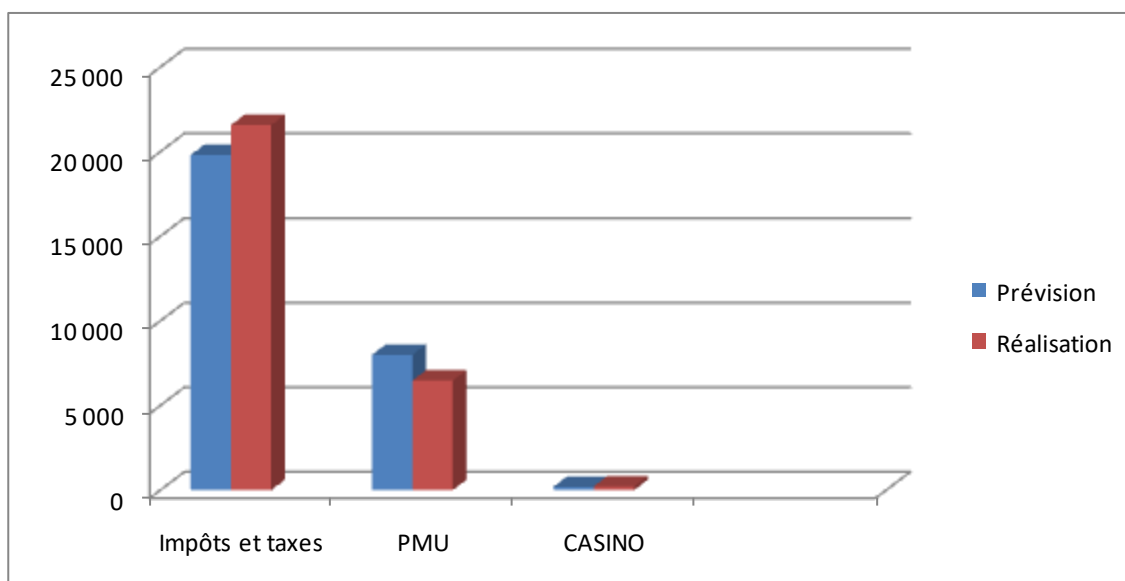
	Cumul au 30 SEPTEMBRE 2016		4 ^{ème} Trimestre						Cumul au 31 DECEMBRE 2016	
			OCTOBRE		NOVEMBRE		DECEMBRE			
	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal
Impôts et Taxes	14 804	16 972	1 427	1 462	1 762	1 905	1 807	1 236	19 800	21 575
PMU	4 950	4 794	550	569	550	544	1 950	565	8 000	6 472
CASINO	145	168	19	20	18	21	18	18	200	227
TOTAL	19 899	21 934	1 996	2 051	2 330	2 470	3 775	1 819	28 000	28 274

Les prévisions cumulées de recettes à la date du 31 décembre 2016 s'élèvent à **28000 millions de FCFA** dont **19800 millions de FCFA** d'impôts et taxes, **8 000 millions de FCFA** pour le PMU et **200 millions de FCFA** pour le CASINO.

Quant aux réalisations de recettes à la même date, elles ont été de **28274 millions de FCFA** dont **21575 millions de FCFA** au titre des impôts et taxes recouverts par le Trésor, **6472 millions de FCFA** pour les recettes du PMU-MALI et **227 millions de FCFA** recouverts au niveau du CASINO.

Globalement, il se dégage un excédent de réalisation de **274 millions de FCFA** et un taux de réalisation de **101%** par rapport à la prévision cumulée à fin décembre 2016. Cet excédent est dû essentiellement aux impôts et taxes recouverts par la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique et aux recettes du CASINO. Le taux de réalisation sur les impôts et taxes est de **109%**, **81%** pour le PMU-MALI et **112%** pour le CASINO. Cette performance est due au meilleur suivi des recettes de chancellerie et des recettes de régions.

Graphique 1 :



B. Perspectives de recouvrement au 1^{er} trimestre 2017

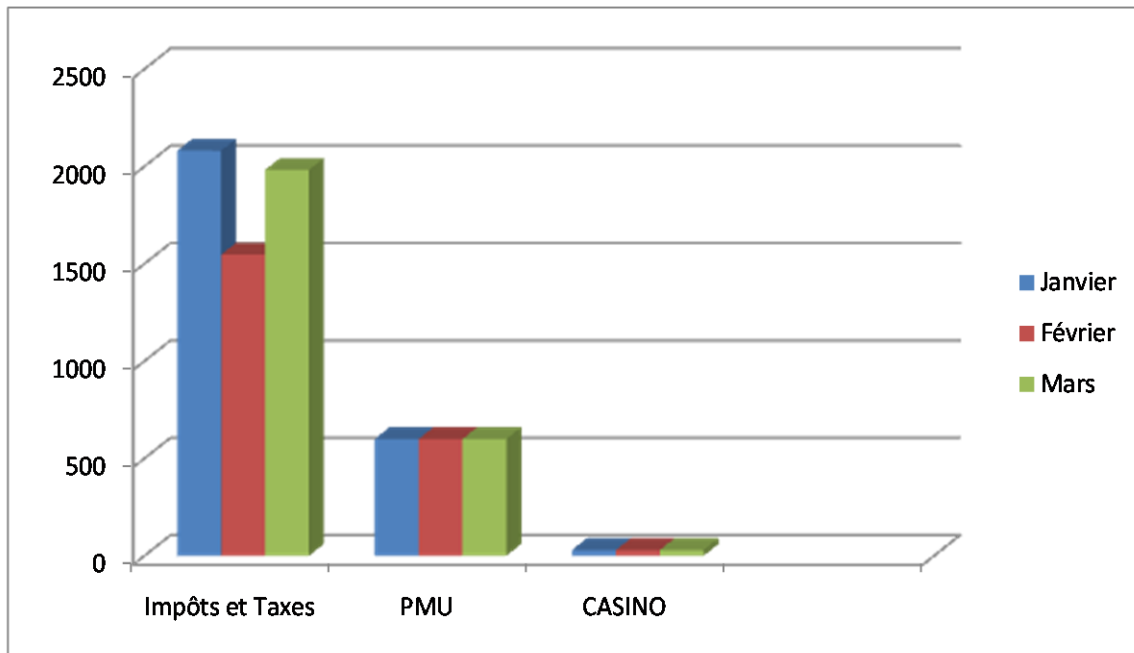
	Prévision du 1 ^{er} Trimestre			Cumul du 1 ^{er} Trimestre
	Janvier	Février	Mars	
Impôts et Taxes	2 081	1 547	1 982	5 610
PMU	600	600	600	1 800
CASINO	30	30	30	90
TOTAL	2 711	2 177	2 612	7 500

Les prévisions de recettes du 1^{er} trimestre 2017 sont de **7500** millions de F.CFA dont **5 610** millions de FCFA d'impôts et taxes, **1800** millions de FCFA en recettes du PMU-MALI et **90** millions de FCFA en recettes du CASINO.

Ces prévisions sont réparties mensuellement comme suit :

- Janvier : **2 711** millions de FCFA ;
- Février : **2 177** millions de FCFA ;
- Mars : **2 612** millions de FCFA.

Graphique 2 :



Les perspectives de recouvrement de recettes du CASINO, d'un montant de **90** millions de FCFA au cours du 1^{er} trimestre 2017, est de **30** millions de FCFA par mois.

Quant aux impôts et Taxes, il est prévu une réalisation de **2 081** millions de FCFA en janvier, **1 547** millions de FCFA en Février et **1 982** millions de FCFA en mars 2017.

Concernant les prévisions mensuelles de réalisations des recettes du PMU-MALI, il est prévu un recouvrement mensuel de **600** millions de FCFA de janvier à mars 2017.

Direction Nationale des Domaines et du Cadastre

Les réalisations de recettes de la Direction Nationale des Domaines et du Cadastre (DNDC) au quatrième trimestre 2016 se présentent comme suit :

A. Rappels des Prévisions :

Les objectifs de recettes assignés à la DNDC par la loi des Finances **2016** étaient de **89 200 millions de FCFA**. La prévision de 2016, comparativement à celles de 2015, a connu une augmentation de **4 715 millions de FCFA**.

La situation comparative par rapport à l'année 2015 est donnée dans le tableau suivant :

Nature de recettes	Prévision 2015	Prévisions 2016	Ecart
TAV	30 000 000 000	28 747 000 000	-1 253 000 000
Dividendes/Minières	12 000 000 000	8 348 000 000	-3 652 000 000
Dividendes/Non-minières	24 958 000 000	32 312 800 000	+7 354 800 000
Recettes ordinaires	17 527 000 000	19 792 200 000	+2265 200 000
TOTAL	84 485 000 000	89 200 000 000	+4 715 000 000

B. Réalisations

La DNDC a réalisé à la date du 31 décembre 2016 un montant de **80 047 030 935 FCFA** ; soit un taux de réalisation de **90%** de la prévision annuelle de **89 200 000 000 FCFA** contre une réalisation de **80 350 460 829 FCFA** en 2015.

La situation des réalisations des différentes rubriques est donnée dans le tableau suivant :

Prévisions Nature	Prévisions	Réalisations	Taux de réalisation
TAV	28 747 000 000	30 604 506 121	106%
Dividendes/Minières	8 348 000 000	7 720 826 254	92%
Dividendes/Non-minières	32 312 800 000	22 040 794 090	68%
Recettes ordinaires	19 792 200 000	19 680 904 470	99%
TOTAL	89 200 000 000	80 047 030 935	90%

C. Analyses

Il ressort de la situation ci-dessus qu'à l'exception de la rubrique des dividendes des sociétés non-minières, dont le taux de réalisation est inférieur à 70%, les prévisions des autres rubriques ont été atteintes ou dépassées pour certaines et presque, pour d'autres au 31/12/2016 pour les raisons suivantes.

♦ Taxe Ad Valorem (TAV)

Il a été recouvré un montant de **30 604 506 121 FCFA** au 31 décembre 2016 contre **25 253 290 686 FCFA** en 2015, soit un taux de réalisation de **106%** par rapport aux prévisions de 2016.

Il faut signaler que les hypothèses qui ont prévalu à l'établissement des prévisions annuelles (**28,747 milliards de FCFA**) de la taxe ad valorem, notamment le renchérissement du prix de l'or sur le marché international, se sont avérées proches de la réalité tout au long de l'année 2016.

Les sociétés minières, de façon globale, ont respecté, et même dépassé, leurs prévisions de production au cours de l'année 2016 et se sont acquittées de la TAV, même si la plupart est constituée de compensations de crédit TVA.

Ainsi, il ressort des situations ci-dessus que l'atteinte de la prévision est due essentiellement à la hausse du cours de l'or sur le marché international qui s'est répercutée sur les paiements de taxe ad valorem.

◆ **Recettes Ordinaires**

Les réalisations se sont chiffrées à **19 680 904 470 FCFA**, sur une prévision de **19 792 200 000 FCFA**, soit un taux de réalisation de **99,43%** contre un montant de **13 835 896 230 FCFA** en 2015. Les recettes ordinaires ont enregistré une augmentation spectaculaire en 2016 (**+5 845 008 240 FCFA**) notamment à cause de la rétrocession des aliénations d'immeubles suites aux opérations immobilières effectuées par l'ACI. Cette réalisation a permis d'améliorer la moyenne mensuelle des réalisations de recettes ordinaires qui s'est élevée à **1 640 000 000 FCFA** contre **1 150 000 000 FCFA** durant 2015.

Ce niveau de réalisations des recettes ordinaires, **qui constitue un record dans l'histoire de la DNDC**, a été fortement impacté par la mesure portant suspension des attributions des terrains du domaine privé immobilier de l'Etat et des Collectivités Territoriales au cours des neuf (9) premiers mois de l'année 2016.

En effet, dans le cadre de l'assainissement de la gestion foncière, le Ministre des Domaines de l'Etat et son homologue de l'Administration Territoriale ont pris des arrêtés interministériels portant suspension des attributions des terrains du domaine privé immobilier de l'Etat et des Collectivités Territoriales.

Le premier arrêté, qui était en vigueur du 21 août 2014 au 21 février 2015, a été reconduit le 02 mars 2015 pour une période de six (06) mois. C'est dire que la mesure de suspension a duré **jusqu'à fin septembre 2016**.

Il faut signaler que la prévision de **19,792 milliards** a été retenue en tenant compte de l'impact qu'aurait sur les recettes ordinaires l'adoption du projet de Décret portant révision à la hausse des prix de cession des terrains du domaine privé immobilier de l'Etat, qui est intervenu (en août 2015) alors que la mesure de suspension courait.

◆ Dividendes des sociétés minières

Les réalisations de cette rubrique se sont chiffrées à **7 720 826 254 FCFA sur un objectif annuel de 8 348 000 000 FCFA**, soit un taux de réalisation de **92%**. Le niveau de paiement des dividendes des sociétés minières est en deçà des attentes. En effet sur les neuf (09) sociétés minières en exploitation, seules deux (02) sociétés à savoir **Goukoto S.A et SEMOS S.A**, ont effectué des paiements. Cette situation peut s'expliquer, d'une part, par le refus des dites sociétés à honorer leurs engagements malgré la réalisation de bénéfices (Morila-S.A).

◆ Dividendes autres sociétés

A ce niveau, les réalisations se sont chiffrées à **22 040 794 090 FCFA** sur une prévision de **32 312 800 000 FCFA** ; soit un taux de réalisation de **68 %**.

Cette contreperformance s'explique par le faible niveau de paiement de la part de la Société de Télécommunication du Mali (SOTELMA) d'un montant de **18 661 547 520 FCFA**, contre **25 489 186 128 FCFA** en 2015 et le non-paiement de dividendes par la CMDT.

Il faut signaler que la DNDC a déployé, en 2016, d'énormes efforts pour le suivi des dividendes des autres sociétés à travers des séries de rencontres avec leurs responsables pour leur expliquer le bienfondé de leur participation à l'atteinte des objectifs fixés en matière de recettes.

D. Perspectives

Il est attendu, au titre des perspectives de recouvrement pour le premier trimestre de l'année 2017, un montant de **13 840 887 698 FCFA** se répartissant comme suit :

- 5 226 851 818 FCFA de Taxe Ad Valorem ;
- 6 614 035 880 FCFA de recettes ordinaires ;
- 2 000 000 000 FCFA de dividendes des sociétés minières ;
- 300 460 000 FCFA de redevances superficielles ;
- 88 815 000 FCFA de taxe d'extraction.

Direction Générale de la Dette Publique

L'objectif de recouvrement des prêts rétrocédés pour l'année 2016 est de **4,112 milliards de FCFA**. La situation d'exécution à la date du 31 décembre 2016 est 7,878 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution actuel de 192%. Le dépassement des objectifs est dû à des paiements inattendus de la SOGEM et de N-SUKALA.

Les perspectives de recouvrements du premier trimestre 2017 sont de 409 millions de FCFA. La Direction Générale de la Dette Publique continuera de recouvrer les échéances courantes de dettes et de réclamer le paiement des arriérés avec l'assistance des autres services du Ministère de l'Economie et des Finances.

Ci-dessous le tableau des prévisions de recouvrement 2016 des prêts rétrocédés en millions de FCFA :

ORGANISMES	Janv		Février		Mars		Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Sept		Oct		Nov		Déc		TOTAL GEN	
	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal
BNDA					9	9			413	413	65	203		12			9			9	411	412	63	51	970	1 109
EDM-SA					250	250					250	77		173			250	250					250		1 000	750
SOGEM					250		330		1072				1677			250		320							1 150	2 749
BDM-SA							91	90											87	88					178	178
SOTELMA-SA							7	7											7	7					14	14
N-SUKALA					400	563											400	2191							800	2 754
BMS-SA									162									162								324
Prév. DGDP					909	822	428	97	413	1 647	315	280	0	1862	0	909	2603	414	104	411	412	313	51	4 112	7 878	
Cumul DGDP						822		919		2 566		2846		4708			7311		7415		7827		7878			
Pourcentage						90%		23%		399%		89%		0%		0%		286%		25%		100%		16%		192%

Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat

Les recettes de la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat proviennent essentiellement :

- des loyers versés à l'Etat sur les bâtiments publics mis en location ;
- des produits de réforme de matières et matériels appartenant à l'Etat et devenus sans emploi ;
- des produits de vente des actifs des sociétés privatisées ou liquidées ;
- des redevances versées à l'Etat suite à la mise en concession de certaines sociétés.

En 2016, il a été inscrit dans la Loi des Finances des prévisions de recettes de cessions d'immobilisations incorporelles de **6 000 millions de FCFA** pour la DGABE. Ces prévisions avaient été faites sur la base :

- de la cession de l'Usine Malienne de Produits Pharmaceutiques (UMPP) ;
- du reste des ressources issues de la vente de la SOTELMA ;
- des produits de vente des bâtiments administratifs ;
- des produits de réforme de matières et matériels appartenant à l'Etat et devenus sans emploi.

Suite au collectif budgétaire, ces objectifs ont été modifiés. Ils passent de **6 000 millions de FCFA à 4 840 millions de FCFA** à cause :

- du transfert de 4 000 millions de FCFA à la Direction Nationale des Domaines et du Cadastre (DNDC) des recettes issues de la vente des bâtiments administratifs ;
- du transfert à la DNDC de 200 millions de FCFA au titre des recettes issues de la vente des mobiliers et équipements réformés ;
- de l'ajout de 3040 millions de FCFA au titre du report du reliquat des ressources SOTELMA non encore utilisées.

A la date du 31 décembre 2016, un montant de **3 040 millions de FCFA** a été encaissé au compte de la DGABE, à titre de régularisation des dépenses faites sur le reliquat des ressources SOTELMA, sur une prévision de 4840 millions de FCFA soit un taux de réalisation de **62,81%**.

Après plusieurs tentatives de privatisation de l'UMPP, il a été décidé finalement de relancer l'entreprise. Un projet de communication écrite a été élaboré à l'attention du Conseil des Ministres afin de lui soumettre la stratégie de privatisation de l'UMPP. Aucune autre opération de cession d'immobilisations incorporelles n'est envisagée au titre du premier trimestre de l'année 2017.

Pour permettre à la DGABE d'avoir une meilleure visibilité sur les ressources provenant des activités qu'elle mène et une maîtrise des recettes budgétaires y découlant, il serait souhaitable que les prévisions de recettes soient portées sur les flux générés par l'ensemble des activités gérées par la structure.

Actuellement, à l'exception des produits de privatisation ou de réforme des entreprises publiques, toutes les autres recettes sont actuellement versées au niveau des guichets de la DNDC et sont directement reversées au Trésor pour le compte de celle-ci.

2. Mobilisation des Appuis Budgétaires :

Il convient d'indiquer que les Appuis Budgétaires sont constitués des Appuis Budgétaires Généraux (ABG) et des Appuis Budgétaires Sectoriels (ABS). Les ABG se décomposent en dons et en prêts et rentrent dans le cadre du financement du déficit budgétaire.

Les ressources au titre des ABG inscrites dans la loi de Finances rectificative 2016 s'élèvent à **117,757 milliards de FCFA** contre **183,255 milliards de FCFA** dans le budget rectificatif 2015, soit une régression de **65,498 milliards de FCFA** ou un taux de -35,74%. Ils se décomposent par partenaire comme suit :

- Union Européenne.....55,757 milliards FCFA
- Danemark (ABG) 0,000 milliard FCFA
- Banque Mondiale20,000 milliards FCFA
- Banque Africaine de Développement.....10,700 milliards FCFA
- Fonds Monétaire International31,300 milliards FCFA

Quant aux ressources de l'ABS, elles se chiffrent à **18,391 milliards de FCFA** dans la loi de Finances rectificative 2016 contre **39,263 milliards de FCFA** dans le budget rectificatif 2015, soit une diminution de **20,872 milliards de FCFA** ou un taux de -53,16% et sont constituées :

- de l'appui budgétaire sectoriel décentralisé de la Coopération Suisse à hauteur de 3,666 milliards de FCFA ;
- de l'appui budgétaire sectoriel de 12,125 milliards de FCFA résultant des annonces faites par le Canada ;
- des reports d'ABS du secteur de l'éducation et de la santé, respectivement de 0,936 milliard de FCFA et de 1,664 milliard de FCFA.

Situation d'exécution des appuis budgétaires au 31/12/2016

(En milliards de FCFA)

STRUCTURES	Objectif initial (0)	Objectif révisé (1)	Réalisations au 31/12/2016 (2)	Ecart par rapport à l'objectif annuel (3) = (1) - (2)	Taux de réalisation/objectif (4) = (2) / (1)*100
ABS	17,393	18,391	8,083	10,308	43,95
ABG (DONS)	67,306	55,757	45,546	10,211	81,69
ABG (PRETS)	36,800	62,000	31,584	30,416	50,94
Total Appuis Budgétaires	121,499	136,148	85,213	50,935	62,59

Ainsi, sur une prévision annuelle révisée de **136,148 milliards de FCFA**, il a été réalisé à la date du 31 décembre 2016 au titre des Appuis Budgétaires, un montant de **85,213 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de **62,59%** contre **62,20%** à la même période en 2015.

III. EXECUTION DU BUDGET EN DEPENSES

Les dépenses du budget d'Etat rectifié 2016 hors financement extérieur du BSI se chiffrent à **1 797,26 milliards de FCFA** sur lesquels, il a été exécuté au 31 décembre 2016 un montant de **1 702,57 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de **94,73%** contre **93,71%** à la même période en 2015. La situation d'exécution desdites dépenses se présente comme suit :

1. Analyse de l'exécution des dépenses par nature de budget

(En milliers de FCFA)

Libellés	Dotations budgétaires	Dotations révisées	Crédits liquides	Taux d'exécution en %
Pouvoirs publics et Administrations centrales	1 320,280	1 420,920	1 360,540	95,75
Administrations déconcentrées des régions	285,816	292,656	273,424	93,43
Budgets annexes, comptes et fonds spéciaux	83,285	83,685	68,607	81,98
TOTAL	1 689,380	1 797,260	1 702,570	94,73

Les dépenses des Pouvoirs Publics et des Administrations Centrales comprennent les dépenses des charges communes, des Institutions, des Départements Ministériels et des Etablissements Publics à caractère Administratif (y compris le financement intérieur du Budget Spécial d'Investissement).

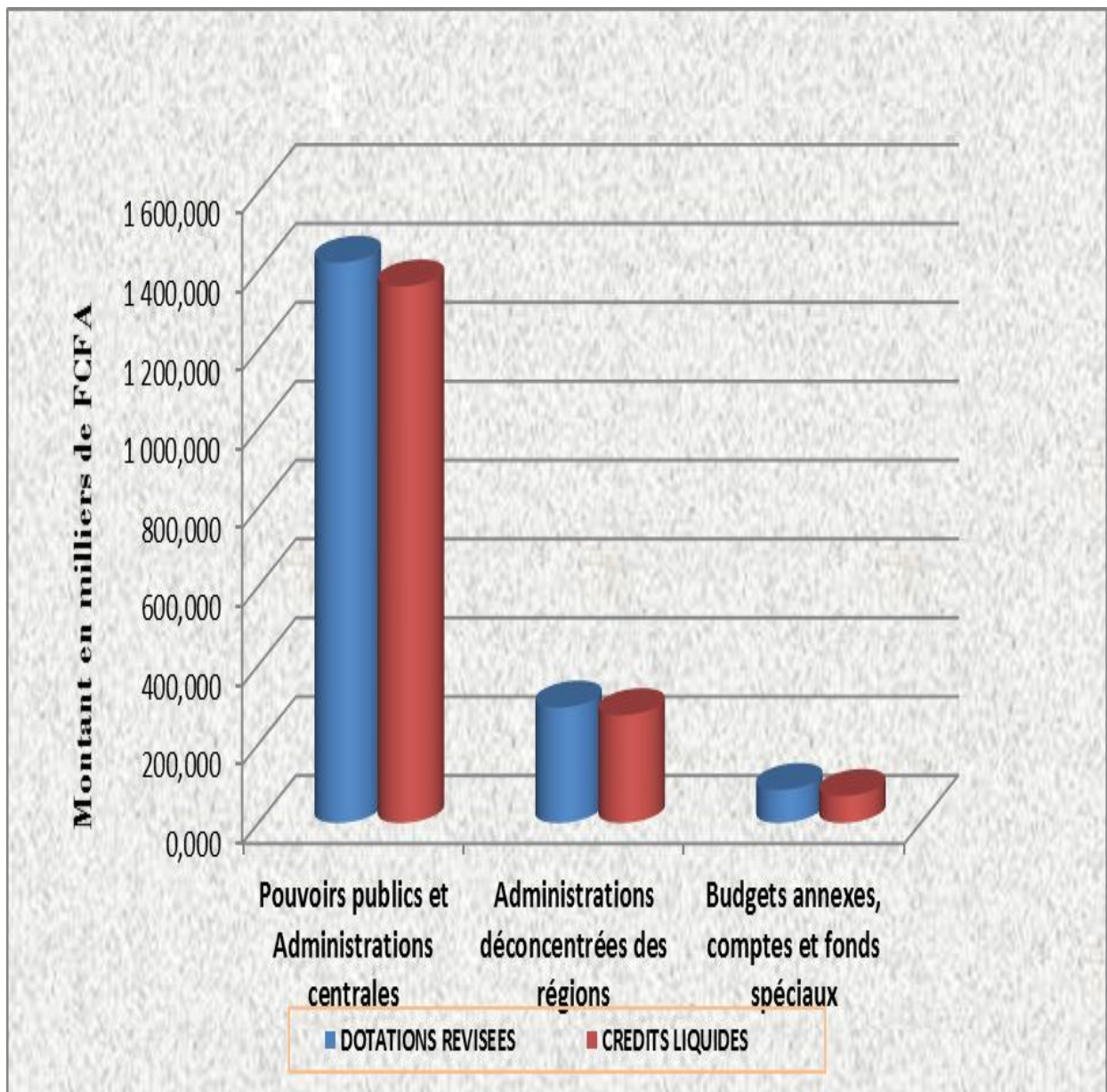
Le taux d'exécution des crédits au niveau des Pouvoirs Publics et Administrations centrales (95,75%) s'explique essentiellement par le taux d'exécution, des dépenses de transfert et subventions, des salaires du personnel, des dépenses en équipement et investissement, des autres dépenses, des dépenses en communication et énergie, et des remboursements de la dette.

Le taux d'exécution des crédits au niveau des administrations déconcentrées des régions (93,43%) s'explique essentiellement par le taux d'exécution des salaires du personnel, des autres dépenses, des dépenses de matériels-fonctionnement, des dépenses de transfert et subventions et des dépenses en communication et énergie.

S'agissant des budgets annexes, comptes et fonds spéciaux, leur niveau d'exécution est de 81,98% et est imputable aux budgets annexes des entrepôts du Mali dans les différents ports maritimes de la sous-région notamment ceux au Togo, en Côte d'Ivoire, au Sénégal, en Guinée, au Ghana et en Mauritanie.

Ces budgets étant exécutés dans différents pays en dehors du Mali, leur exécution n'est pas interconnectée dans la chaîne informatique de la dépense, c'est après exécution qu'il est procédé à leur saisie dans la base de données informatiques de la loi de Finances.

Ci-dessous, la représentation graphique de l'exécution des dépenses par nature de budget (sans BSI financement extérieur).



Ci-dessous, l'exécution détaillée des dépenses par nature de budget au 31 décembre 2016
(sans le BSI financement extérieur)

(En milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
BUDGET GENERAL			
POUVOIRS PUBLICS ET ADMINISTRATIONS CENTRALES			
Personnel	208 930 247	207 720 222	205 883 089
Matériel & fonctionnement	83 138 877	82 911 033	82 005 734
Déplacement & mission	43 222 387	42 708 699	42 614 623
Communication & énergie	24 315 486	22 671 435	22 660 666
Autres dépenses	75 466 695	73 597 416	73 094 637
Bourses	12 056 249	11 524 423	11 524 413
Equipement et investissement	278 673 120	272 147 173	263 924 890
Transfert et subvention	264 347 035	262 159 670	259 542 411
Dettes	183 237 766	160 018 947	160 010 590
BSI financement intérieur	226 386 666	224 996 530	222 060 543
Appui budgétaire	14 725 000	11 987 891	11 003 877
Personnel (Collectivité)	6 418 277	6 408 494	6 221 518
	1 420 917 805	1 378 851 933	1 360 546 991
ADMINISTRATIONS DECONCENTREES DES REGIONS			
Personnel	82 728 988	79 695 091	73 105 152
Matériel & fonctionnement	27 624 807	27 575 868	27 080 919
Déplacement & mission	3 977 691	3 951 478	3 890 909
Communication & énergie	10 629 585	9 792 095	9 632 737
Autres dépenses	21 106 848	21 030 505	20 840 560
Bourses	666 435	579 890	297 265
Equipement et investissement	10 595 193	10 555 320	10 547 959
Transfert et subvention	9 683 583	9 473 671	9 578 030
BSI financement intérieur	9 021 697	8 871 280	8 138 882
Appui budgétaire	3 666 117	1 432 754	1 374 777
Personnel (Collectivité)	112 955 360	112 205 118	108 937 825
	292 656 304	285 163 070	273 425 014
TOTAL BUDGET GENERAL	1 713 574 109	1 664 015 003	1 633 972 005
BUDGETS ANNEXES COMPTES ET FONDS SPECIAUX			
BUDGETS ANNEXES - COMPTES ET FONDS SPECIAUX			
BUDGETS ANNEXES CPTES ET FONDS SPÉCIAUX	83 685 030	68 615 525	68 607 411
	83 685 030	68 615 525	68 607 411
TOTAL BUDGETS ANNEXES COMPT. ET FONDS SPEC.	83 685 030	68 615 525	68 607 411
TOTAL BUDGET D'ETAT	1 797 259 139	1 732 630 528	1 702 579 416

2. Analyse de l'exécution du budget par nature de dépenses (Sans BSI financement extérieur)

(En milliers de FCFA)

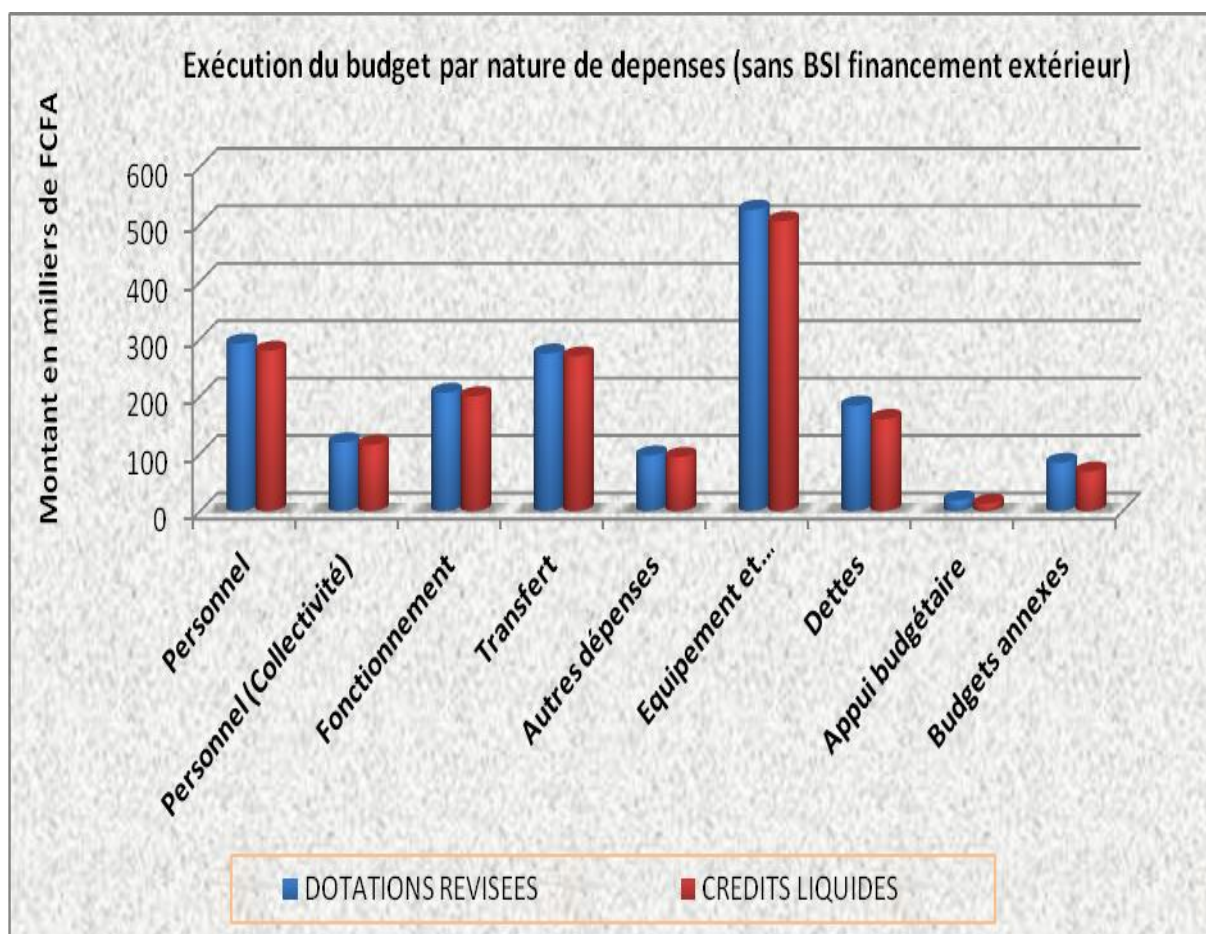
LIBELLES	DOTATIONS BUDGETAIRES	DOTATIONS REVISEES	CREDITS LIQUIDES	TAUX D'EXECUTION
Personnel	284,851	291,658	278,988	95,66%
Personnel (Collectivité)	115,373	119,373	115,160	96,47%
Fonctionnement	217,329	205,628	199,709	97,12%
Transfert	272,451	274,040	269,120	98,20%
Autres dépenses	99,795	96,572	93,935	97,27%
Equipement et investissement	421,833	524,675	504,671	96,19%
Dettes	177,068	183,237	160,010	87,32%
Appui budgétaire	17,393	18,391	12,379	67,31%
Budgets annexes	83,285	83,685	68,607	81,98%
TOTAL	1 689,378	1 797,259	1 702,579	94,73%

Il ressort de l'analyse de l'exécution du budget par nature de dépenses au 31 décembre 2016, ce qui suit :

- a. les dépenses de personnel enregistrent un taux d'exécution de 95,66% pour le personnel de l'administration générale de l'Etat et de 96,47% pour le personnel des collectivités territoriales ;
- b. les autres dépenses enregistrent un niveau d'exécution de 97,27% contre 91,57% en 2015 dû essentiellement aux dépenses indiquées ci-après :
 - les dépenses électorales ;
 - les dépenses de formation ;
 - les frais de location des bâtiments administratifs baillés ;
 - la liquidation du passif régulier ;
 - les autres dépenses des Ministères;
 - les dépenses exceptionnelles ;
 - l'entretien courant des bâtiments, des Départements ministériels et des Régions ;
- c. la rubrique transfert et subventions dégage un niveau d'exécution de 98,20 % contre 94,55% en 2015 à la même période. Ce niveau d'exécution en 2016 se justifie par la prise en charge des dépenses de transfert d'équilibre de la Caisse Malienne de Sécurité Sociale au titre du paiement des pensions, des bourses et allocations d'études, de l'avance à l'EDM-SA, des intrants agricoles, de l'appui à la promotion du gaz butane, de la participation au fonctionnement des Départements ministériels, de l'apurement du passif au titre de la dette, de la subvention à l'enseignement privé et des dépenses diverses de transfert des Régions ;

- d. les dépenses de fonctionnement ont été exécutées à 97,12% contre 91,03% à la même période en 2015 imputable essentiellement aux dépenses liées aux :
- matériels didactiques, frais d'examen, demi-bourses et matières d'œuvres ;
 - besoins nouveaux des services;
 - dépenses en alimentation des départements ministériels ;
 - dépenses de matériels et de fonctionnement des départements ministériels, des EPA et des Régions ;
 - besoins nouveaux des services ;
- e. l'équipement-investissement (sans le financement extérieur du BSI) présente un taux d'exécution de 96,19% contre 92,81% en 2015 à la même période. Il s'agit essentiellement des dépenses en investissements en faveur de l'équipement de l'armée et des dépenses d'investissement au titre des opérations militaires.
- f. au niveau des charges communes et des dépenses en investissement des ministères et des EPA.

Ci-dessous la représentation graphique de l'exécution des dépenses par nature de dépenses (sans BSI financement extérieur) :



3. Situation d'exécution des dépenses par compte économique

Au 31 décembre 2016, l'exécution détaillée des dépenses par compte économique se présente dans le tableau suivant :

PERSONNEL

(En milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES CHARGES COMMUNES			
2-611-20 Heures Supplémentaires	1 387 252	1 360 043	1 329 223
2-613-20 Frais d'examen	119 815	119 606	119 606
2-617-20 Entretien des Stagiaires	400	400	400
2-619-00 Solde et accessoires besoins nouveaux	107 156	107 156	107 156
2-619-04 Besoins nouveaux (part patronale)	5 567 756	5 567 756	5 567 756
2-619-06 Solde et accessoires besoins nouveaux	0	0	0
2-619-09 Autres dépenses de personnel	1 732 585	1 708 595	1 703 221
2-619-10 Autres dépenses de pers. (indem. intérieure.	6 618 799	6 618 799	6 618 799
TOTAL DEPENSES CHARGES COMMUNES	15 533 763	15 482 354	15 446 160
DEPENSES DES MINISTERES			
2-611-00 Personnel	160 629 896	160 311 838	158 860 794
2-611-20 Heures Supplémentaires	2 314 422	2 034 494	2 034 491
2-611-21 Heures supplémentaires (vac. justice)	19 488	19 456	19 456
2-613-20 Frais d'examen	58 885	58 885	58 885
2-619-00 Solde et accessoires besoins nouveaux	6 658 009	6 208 540	5 893 907
2-619-01 Salaire personnel contractuel & saisonnier	10 900	10 900	10 900
2-619-04 Besoins nouveaux (part patronale)	11 241 109	11 241 109	11 241 109
2-619-05 Cotisation Etat (AMO)	0	0	0
2-619-09 Autres dépenses de personnel	790 250	790 250	790 250
TOTAL DEPENSES DES MINISTERES	181 722 959	180 675 472	178 909 791
DEPENSES DES E.P.A.			
2-611-00 Personnel	8 068 972	8 033 230	7 998 212
2-611-20 Heures Supplémentaires	3 469 063	3 406 360	3 406 360
2-611-21 Heures supplémentaires (vac. justice)	3 876	3 869	3 629
2-613-20 Frais d'examen	101 131	101 076	101 076
2-619-00 Solde et accessoires besoins nouveaux	0	0	0
2-619-02 Personnel (Vacataire)	30 483	17 861	17 861
TOTAL DEPENSES DES E.P.A.	11 673 525	11 562 396	11 527 138
DEPENSES DES REGIONS			
2-611-00 Personnel	62 737 786	60 804 128	55 015 307
2-611-01 Personnel (K A Y E S)	1 357	0	0
2-611-04 Personnel (SEGOU)	50 707	50 707	0
2-611-05 Personnel (MOPTI)	5 600	0	0
2-611-07 Personnel administratif	3 378 753	3 334 585	3 080 448
2-611-22 Personnel cycle I	11 032 864	10 277 779	10 006 856
2-611-23 Personnel cycle II	4 435 484	4 233 201	4 103 187
2-611-24 Heures Supplémentaires (P. Adm.)	122 886	114 237	114 237
2-611-25 Heures Supplémentaires (P. Enseig.)	650 513	639 512	619 799
2-613-21 Indemnité double vacation	272 787	200 692	125 067
2-619-01 Salaire personnel contractuel & saisonnier	40 251	40 251	40 251
TOTAL DEPENSES DES REGIONS	82 728 988	79 695 091	73 105 152
TOTAL PERSONNEL	291 659 235	287 415 313	278 988 241

MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT

(En milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES CHARGES COMMUNES			
3-621-20 Besoins nouveaux des Services	10 412 593	10 234 422	10 139 130
3-622-12 Entretien matériel informatique	782	0	0
3-629-26 Célébration fêtes nationales	51 999	43 682	43 682
3-629-56 Conférences et visites (matériel)	153 942	136 790	136 790
TOTAL DEPENSES CHARGES COMMUNES	10 619 316	10 414 894	10 319 602
DEPENSES DES MINISTERES			
3-241-00 Mobilier pour logement	24 911	24 910	24 910
3-241-10 Mobilier et équipement de bureau	246 186	244 082	244 082
3-242-10 Matériel informatique	456 110	456 098	422 872
3-243-10 Besoins nouveaux en véhicules des Structure	28 751	28 750	28 750
3-244-10 Matériel technique, installation et outillage	68 198	68 197	68 197
3-621-10 Dépenses Matériel-fonctionnement des :	12 574 223	12 572 507	12 516 749
3-621-13 Informatisation des salaires	498 760	498 759	497 251
3-621-14 Impressions & Imprimés	2 611 728	2 611 711	2 601 036
3-621-15 Fournitures techniques	4 701 115	4 700 772	4 631 800
3-621-16 Habillement	2 464 751	2 464 740	2 464 739
3-621-17 Alimentation	11 481 697	11 481 692	11 481 691
3-621-19 Dépenses de fonctionnement (Cellule SI	51 386	50 477	50 477
3-621-20 Besoins nouveaux des Services	4 308 796	4 306 129	4 245 212
3-621-21 Alimentation des animaux	117 151	117 150	117 150
3-621-22 Matériel fonct. lutte contre vente illicite m	8 184	8 183	8 183
3-621-23 Fournitures techniques (pétrole P.E.V.)	36 913	36 904	36 904
3-621-24 Alimentation poste de sécurité	315 901	315 901	315 901
3-621-25 Dépenses de fonctionnement (Comité sc	5 845	5 845	5 845
3-621-26 Dépenses de fonctionnement (frais de ré	100 000	100 000	100 000
3-621-29 Dépenses de fonct. (prog. vigoureux alph	1 109 058	1 109 045	984 676
3-621-30 Matériel didactique	3 029 262	3 028 972	3 011 551
3-621-31 Appui en matériel à l'Enseig. Fond.	3 904 696	3 904 695	3 904 088
3-621-36 Matériels didactiques (matières d'œuvre	131 455	131 455	131 455
3-621-37 Matériels didactiques (demi-bourses)	405 486	394 445	394 445
3-621-38 Matériel (strat. scol. acc. passerelles)	117 120	117 120	117 120
3-621-50 Appui mise en œuvre PO CSL VIH/SID	68 360	68 360	68 360
3-621-51 Appui stratégie nationale contrôle interne	65 324	65 324	65 324
3-621-52 Appui évaluation système éducatif	17 595	17 595	17 595
3-621-53 Appui activités renforcement capacités G	110 921	110 921	110 921
3-621-54 Appui supervision activités pédagogique	21 959	21 950	21 950
3-621-55 Appui suivi-évaluation cantines scolaire	4 390	4 390	4 390

3-621-56 Appui suivi-évaluation manuels scolaire	4 390	4 390	4 390
3-621-57 Appui cadres concertation niveaux local	4 399	4 390	4 390
3-621-61 Appui juridictions	224 353	224 247	226 792
3-621-62 Appui maisons d'arrêts	67 410	66 504	66 504
3-622-10 Entretien matériel de bureau	183 209	183 176	183 176
3-622-11 Entretien du matériel technique	8 468	8 458	8 458
3-622-12 Entretien matériel informatique	817 601	815 759	811 935
3-622-13 Maintenance matériels & équip. sanitaire	217 265	217 210	217 210
3-622-14 Réinsertion détenus	4 410	4 410	4 410
3-622-15 Journal officiel	20 600	20 600	20 600
3-629-11 Achat de médailles	34 501	34 501	34 501
3-629-16 Promotion touristique	40 863	40 863	40 863
3-629-18 Achat de vignettes	11 660	11 660	11 660
3-629-20 Achats Médicaments	3 351 261	3 351 261	3 285 593
3-629-21 Achat de vaccins	3 374 511	3 374 510	3 374 510
3-629-23 Produits pharmaceutiques (visas)	8 086	8 085	8 085
3-629-24 Produits pharmaceutiques	85 946	85 946	85 946
3-629-25 Achat de support IEC	22 348	22 293	22 293
3-629-27 Achat kâotrine	8 964	8 886	8 886
3-629-31 Frais Examens Cycle II	188 112	188 111	188 111
3-629-32 Frais Examens Enseig. Normal	318 689	318 689	318 689
3-629-35 Frais de concours	190 654	190 653	190 653
3-629-39 Autres frais d'examen (secondaire)	1 691 681	1 691 025	1 690 605
3-629-70 Autres Dépenses (Santé & Sports)	264 483	264 483	264 483
3-629-71 Besoins nouveaux activités sportives	143 673	143 673	143 673
3-629-72 Besoins nouveaux activités de jeunesse	18 000	18 000	18 000
3-629-76 Autres dépenses de matériel	2 716 277	2 716 270	2 663 575
3-629-77 Autres dépenses de matériel	272 663	272 650	272 083
3-629-84 Besoins nouveaux (phase finale)	157 377	157 377	157 377
3-629-85 Autres Dépenses de mat. (Plan C.A)	360 000	359 999	359 959
3-669-40 Epidémies & Catastrophes	634 211	634 210	589 531
3-669-41 Calamités & Catastrophes naturelles	201 910	201 909	202 909
TOTAL DEPENSES DES MINISTERES	64 734 207	64 711 277	64 173 473
DEPENSES DES E.P.A.			
3-621-10 Dépenses Matériel-fonctionnement des s	842 843	842 580	832 886
3-621-20 Besoins nouveaux des Services	232 062	232 041	232 041
3-621-30 Matériel didactique	5 638 887	5 638 841	5 332 206
3-622-12 Entretien matériel informatique	66 284	66 170	66 170
3-629-38 Autres frais d'examen	268 284	268 236	268 227
3-629-70 Autres Dépenses (Santé & Sports)	736 994	736 994	736 994
TOTAL DEPENSES DES E.P.A.	7 785 354	7 784 862	7 468 524

DEPENSES DES REGIONS			
3-241-10 Mobilier et équipement de bureau	50 156	50 152	49 925
3-621-10 Dépenses Matériel-fonctionnement des s	2 714 430	2 710 889	2 702 738
3-621-14 Impressions & Imprimés	23 308	23 294	23 294
3-621-15 Fournitures techniques	117 479	117 467	116 830
3-621-17 Alimentation	100 700	100 700	100 700
3-621-18 Alimentation des cantines scolaires	2 108 541	2 108 529	2 108 538
3-621-20 Besoins nouveaux des Services	162 175	161 218	146 728
3-621-22 Matériel fonct. lutte contre vente illicite m	64 810	64 807	64 586
3-621-23 Fournitures techniques (pétrole P.E.V.)	383 247	383 245	361 450
3-621-30 Matériel didactique	1 638 775	1 624 595	1 624 595
3-621-31 Appui en matériel à l'Enseig. Fond.	2 147 466	2 148 575	1 766 967
3-621-35 Appui en matériel à l'enseig. fond. (ADAR	1 940 604	1 940 546	1 933 603
3-621-36 Matériels didactiques (matières d'œuvre	847 617	847 617	843 857
3-621-37 Matériels didactiques (demi-bourses)	9 540 625	9 540 863	9 540 863
3-621-39 Matériels didactiques (machines dactylo.	36 099	36 099	36 099
3-621-52 Appui évaluation système éducatif	198 700	198 645	191 969
3-621-57 Appui cadres concertation niveaux local	182 900	182 082	178 951
3-621-58 Appui production statistiques scolaires	183 944	183 368	183 932
3-621-59 Appui scolarisation des filles	194 348	193 554	188 930
3-621-60 Appui réparation manuels scolaires	229 854	229 854	229 854
3-621-62 Appui maisons d'arrêts	22 710	20 459	22 709
3-622-10 Entretien matériel de bureau	4 716	4 716	4 716
3-622-11 Entretien du matériel technique	3 207	3 207	3 103
3-622-12 Entretien matériel informatique	254 420	254 363	248 256
3-622-13 Maintenance matériels & équip. sanitaire	689 789	687 384	593 556
3-629-31 Frais Examens Cycle II	1 672 547	1 649 604	1 692 928
3-629-39 Autres frais d'examen (secondaire)	1 496 981	1 495 908	1 509 283
3-629-70 Autres Dépenses (Santé & Sports)	147 769	147 326	147 326
3-629-72 Besoins nouveaux activités de jeunesse	35 714	35 711	35 491
3-629-80 Autres Dépenses de mat. (Etudes Coll. S	279 125	279 058	278 088
3-669-40 Epidémies & Catastrophes	152 051	152 032	151 050
TOTAL DEPENSES DES REGIONS	27 624 807	27 575 868	27 080 919
TOTAL MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	110 763 684	110 486 901	109 042 518

DÉPLACEMENT & MISSION

(En milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES CHARGES COMMUNES			
3-627-40 Hébergement	145 794	139 741	139 741
3-628-10 Indemnité de déplacement	292 811	159 375	159 375
3-628-20 Frais de transport	2 653 471	2 547 220	2 480 914
3-628-25 Frais de transport à l'extérieur	10 756 505	10 549 245	10 549 155
3-629-55 Conférences et visites (déplacement)	24 512	6 898	5 973
TOTAL DEPENSES CHARGES COMMUNES	13 873 093	13 402 480	13 335 159
DEPENSES DES MINISTERES			
2-613-22 Indemnité de Sport d'Elite	5 833	5 830	5 830
2-613-23 Indemnité de session	1 384 195	1 384 195	1 384 195
2-613-24 Indemnité Stages Pédagogiques	145 375	145 353	145 353
2-613-25 Primes de résultat	691 067	691 067	691 067
3-621-40 Carburants et lubrifiants	5 644 380	5 644 189	5 644 189
3-621-41 Carburant lubrifiant Patrouille	105 048	105 047	105 047
3-621-42 Transp. Fonds (D.N.T.C.P.)	1 089	1 088	1 088
3-622-20 Entretien véhicule - réparation	4 241 051	4 238 890	4 234 541
3-622-21 Frais d'entretien des véhicules	468 506	468 290	467 993
3-627-40 Hébergement	382 719	382 719	382 719
3-628-10 Indemnité de déplacement	4 965 513	4 964 962	4 957 146
3-628-11 Indemnité Dépl. Examen	85 047	85 046	85 046
3-628-13 Déplac. Examens Cycle II	43 474	43 473	43 473
3-628-14 Déplac. Examens Enseig.Normal	20 526	20 526	20 526
3-628-15 Indemnité de déplacement à l'extérieur	320 009	320 009	320 009
3-628-17 Frais de transport enseig. second (exam	38 820	38 819	38 819
3-628-20 Frais de transport	7 045 757	7 045 354	7 038 939
3-628-22 Indemnité de mission	56 486	56 485	56 485
3-628-23 Frais Transport Cycle II (examen)	20 373	20 372	20 372
3-628-24 Frais Transport Enseig.Normal (examen	11 143	11 142	11 142
3-628-25 Frais de transport à l'extérieur	1 965 070	1 964 337	1 956 731
3-628-26 Frais de valise diplomatique	80 430	80 429	80 172
3-628-27 Fêtes armées	53 236	53 236	53 236
3-628-28 Transfert de détenus	3 514	3 514	3 514
3-628-29 Transport des retraités	194 395	194 394	194 394
3-628-31 Frais divers de transport à l'extérieur	165 549	165 549	165 549
3-628-32 Autres Dépenses de transport	79 229	79 228	79 228
TOTAL DEPENSES DES MINISTERES	28 217 834	28 213 544	28 186 803
DEPENSES DES E.P.A.			
3-628-10 Indemnité de déplacement	9 224	9 100	9 100
3-628-15 Indemnité de déplacement à l'extérieur	57 953	56 970	56 970
3-628-18 Déplac. Examens Enseig. Supérieur	877 139	839 498	839 483
3-628-20 Frais de transport	187 144	187 108	187 108
TOTAL DEPENSES DES E.P.A.	1 131 460	1 092 676	1 092 661

DEPENSES DES REGIONS			
3-621-40 Carburants et lubrifiants	423 279	422 667	421 394
3-621-41 Carburant lubrifiant Patrouille	135 055	135 044	132 144
3-621-42 Transp. Fonds (D.N.T.C.P.)	7 136	7 134	7 134
3-622-20 Entretien véhicule - réparation	219 690	219 656	219 206
3-622-21 Frais d'entretien des véhicules	229 796	229 784	224 042
3-627-40 Hébergement	24 200	24 200	22 498
3-628-10 Indemnité de déplacement	726 799	726 437	717 340
3-628-11 Indemnité Dépl. Examen	31 910	31 640	31 640
3-628-13 Déplac. Examens Cycle II	245 821	232 840	244 339
3-628-17 Frais de transport enseig. second (exam	19 161	19 161	19 161
3-628-20 Frais de transport	1 664 570	1 662 654	1 611 855
3-628-21 Mission à l'Intérieur	216 929	216 923	216 818
3-628-23 Frais Transport Cycle II (examen)	13 345	13 339	13 339
3-628-25 Frais de transport à l'extérieur	20 000	10 000	10 000
TOTAL DEPENSES DES REGIONS	3 977 691	3 951 478	3 890 909
TOTAL DÉPLACEMENT & MISSION	47 200 078	46 660 177	46 505 532

COMMUNICATION & ENERGIE

(En milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES CHARGES COMMUNES			
3-625-10 Electricité et eau	830 812	113 361	113 361
3-626-10 Redevances téléphoniques	313 183	147 722	147 722
TOTAL DEPENSES CHARGES COMMUNES	1 143 995	261 083	261 083
DEPENSES DES MINISTERES			
3-625-10 Electricité et eau	9 264 683	9 081 234	9 076 618
3-625-11 Eau	2 735 875	2 617 862	2 633 810
3-626-10 Redevances téléphoniques	7 813 818	7 438 531	7 427 628
3-626-12 Frais d'internet	1 858 834	1 808 331	1 802 739
3-626-20 Frais postaux	670 325	649 049	643 442
TOTAL DEPENSES DES MINISTERES	22 343 535	21 595 007	21 584 238
DEPENSES DES E.P.A.			
3-625-10 Electricité et eau	657 787	657 785	657 785
3-625-11 Eau	117 906	117 904	117 904
3-626-10 Redevances téléphoniques	43 997	36 081	36 081
3-626-20 Frais postaux	8 266	3 576	3 576
TOTAL DEPENSES DES E.P.A.	827 956	815 345	815 345
DEPENSES DES REGIONS			
3-625-10 Electricité et eau	7 061 362	6 636 301	6 529 730
3-625-11 Eau	969 515	962 004	957 227
3-626-10 Redevances téléphoniques	2 597 796	2 192 878	2 144 981
3-626-20 Frais postaux	912	912	798
TOTAL DEPENSES DES REGIONS	10 629 585	9 792 095	9 632 737
TOTAL COMMUNICATION & ENERGIE	34 945 071	32 463 530	32 293 403

AUTRES DÉPENSES

(En milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES CHARGES COMMUNES			
3-623-20 Progr. de Communication du Gouverner	312 505	257 790	257 790
3-627-10 Frais location bâtiments adminis. baillés	2 526 454	2 459 916	2 459 916
3-627-20 Frais de location logements baillés	236 018	212 773	212 773
3-629-07 Autres dépenses (DDR)	1 500 000	0	0
3-629-40 Dépenses électorales	7 406 443	7 406 338	7 406 338
3-629-41 Frais de contentieux	2 108 254	2 108 251	2 108 251
3-629-42 Autres dépenses (sécurité alimentaire)	13 896	0	0
3-629-44 Dépenses exceptionnelles	8 039 195	7 920 785	7 918 364
3-629-79 Dépenses non classées	3 733 880	3 716 248	3 716 248
3-661-10 Remboursement droits indûment perçus	678 235	668 052	667 018
3-663-10 Pertes aux changes	1 008 331	1 006 591	1 006 591
3-669-30 Liquidation du passif régulier	2 668 962	2 613 106	2 538 809
TOTAL DEPENSES CHARGES COMMUNES	30 232 173	28 369 849	28 292 098
DEPENSES DES MINISTERES			
2-617-10 Dépense de formation	4 311 894	4 309 757	4 295 044
3-622-20 Entretien véhicule - réparation	10 363	10 303	10 303
3-622-30 Entretien des bâtiments	3 704 838	3 703 917	3 699 726
3-622-31 Entretien courant des bâtiments	5 746 895	5 749 486	5 640 031
3-623-10 Honoraires et frais d'étude administrative	849 286	849 284	849 284
3-623-11 Frais de justice	351 450	351 449	351 449
3-623-21 Programme de Communication	684 130	683 962	667 383
3-627-10 Frais location bâtiments adminis. baillés	6 640 918	6 640 918	6 640 618
3-627-12 Frais de location salles de cours	1 239	1 239	0
3-627-20 Frais de location logements baillés	127 853	127 853	127 403
3-629-09 Autres Dépenses	16 528 239	16 525 596	16 499 887
3-629-13 Autres dépenses (grands prix)	20 000	20 000	20 000
3-629-14 Autres dépenses (festival ondes de liberté	22 410	22 409	19 970
3-629-15 Autres dépenses (foires promot. comme	130 005	130 005	130 005
3-629-17 Autres dépenses (appui centres sportifs	8 552	8 552	8 552
3-629-19 Autres dépenses (assistance judiciaire)	152 796	152 796	152 796
3-629-22 Autres dépenses (soins médicaux)	789 136	789 135	789 135
3-629-33 Autres dépenses (aires protégées)	21 962	21 962	21 962
3-629-43 Autres dépenses (sécurité routière)	8 196	8 196	8 196
3-629-45 Autres dépenses (ISESCO)	36 718	36 718	36 718
3-629-46 Autres dépenses (achat livres)	27 049	27 048	27 048
3-629-47 Autres dépenses (initiatives cult. danses trad.	26 009	26 009	26 008
3-629-48 Autres dépenses (cérémonie militaire)	0	0	0
3-629-49 Autres dépenses (constr. citoyenne)	67 230	67 230	67 230
3-629-50 Autres dépenses (aide culture)	90 000	90 000	90 000
3-629-51 Autres dépenses (aide presse)	180 000	180 000	180 000
3-629-52 Autres dépenses (activités culturelles)	74 700	74 700	73 320
3-629-57 Autres dépenses (recueil)	112 086	112 084	112 084

3-629-58 Autres dépenses (Relations Institutions)	7 356	7 356	7 356
3-629-59 Autres dépenses (révision listes électorales)	270 000	270 000	269 950
3-629-60 Autres Dépenses de Sécurité	1 601 952	1 601 951	1 601 951
3-629-62 Autres dépenses (biennale artistique)	180 000	180 000	180 000
3-629-73 Autres Dépenses (appui sports)	269 291	269 291	269 291
3-629-78 Autres dépenses (annuaires statistiques)	87 018	87 017	87 017
3-629-81 Autres dépenses (rencontre chasseurs O)	9 000	9 000	9 000
3-629-86 Autres Dépenses (dialogue social)	44 896	44 895	44 895
3-629-87 Autres Dépenses (journée africaine F.P.	7 678	7 678	7 678
3-629-88 Autres dépenses (quinzaine environnem	22 410	22 410	22 410
3-629-89 Autres dépenses (forum act. promot° inv	149 350	149 349	149 349
TOTAL DEPENSES DES MINISTERES	43 372 905	43 369 553	43 193 048
DEPENSES DES E.P.A.			
2-617-10 Dépense de formation	1 055 396	1 052 012	828 818
3-622-30 Entretien des bâtiments	9 000	8 998	8 998
3-622-31 Entretien courant des bâtiments	252 860	252 658	227 329
3-627-10 Frais location bâtiments adminis. baillés	445 049	445 049	445 049
3-629-09 Autres Dépenses	99 312	99 297	99 297
TOTAL DEPENSES DES E.P.A.	1 861 617	1 858 014	1 609 490
DEPENSES DES REGIONS			
2-617-10 Dépense de formation	13 996 197	13 996 194	13 996 194
2-617-12 Dépense de Formation initiale (Enseig. S	55 006	54 912	54 433
2-617-13 Dépense de Formation continue (Enseig	23 609	23 603	23 569
2-617-14 Dépense de Formation (Coord. Stuct. Pe	171 545	171 438	167 820
2-617-15 Dépense de Formation (Curriculum Sec<	36 543	35 585	35 800
2-617-16 Dépense de Formation (Curriculum Fond	361 795	361 670	345 682
2-617-17 Dépense de Formation initiale des enseig	257 746	257 677	255 119
2-617-18 Dépense de Formation continue des ens	488 445	488 364	486 743
3-622-30 Entretien des bâtiments	2 589 754	2 578 766	2 527 902
3-622-31 Entretien courant des bâtiments	694 171	693 528	688 402
3-622-32 Entretien courant des écoles	1 105 274	1 105 274	1 105 274
3-623-21 Programme de Communication	20 815	20 264	20 264
3-627-10 Frais location bâtiments adminis. baillés	0	0	0
3-627-20 Frais de location logements baillés	0	0	0
3-629-01 Autres dépenses (CROCSAD)	24 900	24 899	24 224
3-629-09 Autres Dépenses	639 743	639 712	623 560
3-629-48 Autres dépenses (cérémonie militaire)	7 175	7 175	7 175
3-629-60 Autres Dépenses de Sécurité	113 211	113 207	113 207
3-669-30 Liquidation du passif régulier	520 919	458 236	365 192
TOTAL DEPENSES DES REGIONS	21 106 848	21 030 505	20 840 560
TOTAL AUTRES DÉPENSES	96 573 543	94 627 921	93 935 197

BOURSES

(En milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES DES MINISTERES			
4-643-22 Bourses & Alloc. d'Etudes	1 428 300	896 474	896 474
<i>TOTAL DEPENSES DES MINISTERES</i>	1 428 300	896 474	896 474
DEPENSES DES E.P.A.			
4-643-22 Bourses & Alloc. d'Etudes	10 627 949	10 627 949	10 627 939
<i>TOTAL DEPENSES DES E.P.A.</i>	10 627 949	10 627 949	10 627 939
DEPENSES DES REGIONS			
4-643-22 Bourses & Alloc. d'Etudes	666 435	579 890	297 265
<i>TOTAL DEPENSES DES REGIONS</i>	666 435	579 890	297 265
TOTAL BOURSES	12 722 684	12 104 313	11 821 678

EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT

(En milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES CHARGES COMMUNES			
5-211-20 Etudes et recherches	859 734	819 104	817 436
5-231-10 Travaux et constructions	739 788	723 400	723 400
5-234-10 Dépenses en Investissement	6 122 342	5 914 359	914 359
5-234-11 Dépenses en investissement diverses	56 117 525	50 428 668	49 918 994
5-234-29 Dépenses en Investissement (Opérat° B	21 153 886	21 153 864	21 122 567
5-234-31 Dépenses en investissement (Equipeme	22 209 432	22 207 029	21 739 276
5-234-40 Dépenses en Invest. (PR, Préfets, Sous-	1 200 000	1 200 000	1 200 000
5-234-47 Dépenses en Investissement (inondation	0	0	0
5-260-00 Participation financière	10 479 614	10 479 614	10 479 614
5-264-10 Reliquat/Marchés sur Exerc. Anter.	1 500 000	1 500 000	1 500 000
5-661-20 Dépenses fiscales (Rembours. Exonération	6 460 846	5 914 131	5 902 306
<i>TOTAL DEPENSES CHARGES COMMUNES</i>	126 843 167	120 340 169	114 317 952
DEPENSES DES MINISTERES			
5-211-20 Etudes et recherches	989 093	989 022	989 022
5-211-21 Etudes et recherches (CNS)	22 500	22 499	22 499
5-231-10 Travaux et constructions	2 911 311	2 911 213	2 588 751
5-234-10 Dépenses en Investissement	11 141 901	11 129 450	11 129 150
5-234-30 Dépenses en Investissement (Alevins)	828 871	828 871	828 871
5-234-32 Dépenses en Investissement (Monture)	859 100	859 100	859 100
5-234-37 Dépenses en Investissement (Matériel M	97 756 142	97 756 141	95 990 990
5-234-38 Dépenses en Invest. (Inséminat°. volaille	175 487	175 486	175 486
5-234-39 Dépenses en Investissement (Parc Auto	500 000	500 000	500 000
5-234-42 Dépenses en Invest. (motoculteur)	2 427 600	2 427 600	2 427 600
5-234-43 Dépenses en Invest. (contrepartie B.S.I.	1 000 010	993 718	993 413
5-234-44 Dépenses en Invest. (Fonds Nat. Agr.)	5 310 000	5 310 000	5 310 000
5-234-45 Dépenses en Invest. (Fonds Appui auton	300 000	300 000	300 000

5-234-46 Dépenses en Invest. (Fonds comp. inov.	0	0	0
5-234-48 Dépenses en Investissement (unitlife)	200 000	200 000	200 000
5-243-10 Matériel de transport	4 146 300	4 146 300	4 146 300
5-629-10 Equipements Services Sécurité	7 101 324	7 101 324	7 101 320
TOTAL DEPENSES DES MINISTERES	135 669 639	135 650 723	133 562 502
DEPENSES DES E.P.A.			
5-211-20 Etudes et recherches	1 160 928	1 160 599	1 155 316
5-234-10 Dépenses en Investissement	14 999 386	14 995 683	14 889 120
TOTAL DEPENSES DES E.P.A.	16 160 314	16 156 281	16 044 436
DEPENSES DES REGIONS			
5-211-22 Etudes et recherches (formation)	10 328 193	10 288 324	10 280 963
5-234-10 Dépenses en Investissement	267 000	266 996	266 996
TOTAL DEPENSES DES REGIONS	10 595 193	10 555 320	10 547 959
TOTAL EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	289 268 313	282 702 493	274 472 848

TRANSFERT ET SUBVENTION

(En milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES CHARGES COMMUNES			
3-669-10 Restructuration des Entreprises Publique	1 030 660	1 030 000	1 030 000
4-631-13 Personnel E.P.A.	486 476	0	0
4-632-02 Avance aux entreprises	25 000 000	25 000 000	25 000 000
4-632-03 Avance District de Bamako (Entretien)	4 000 000	4 000 000	4 000 000
4-632-17 Subvention (Intrants)	38 600 862	38 600 238	38 591 186
4-632-50 Subvention aux organismes non publics	2 236 338	2 236 337	2 236 337
4-643-10 Participation au fonctionnement	22 147 739	22 027 460	22 026 998
4-643-18 Participation au fonctionnement (Struct. A	1 000 000	998 249	995 501
4-643-19 Participation au fonctionnement (Fond di	3 481 481	3 469 811	3 469 811
4-643-29 Participation au fonctionnement (CNOSA	2 000 000	2 000 000	2 000 000
4-643-30 Participation au fonctionnement (CHEF f	500 000	500 000	500 000
4-645-20 Contribution au fonct. des organismes	9 900 549	9 576 283	9 576 283
4-649-10 Dépenses diverses de transfert	186 023	184 175	184 175
4-649-20 Filet Social Ajustement	10 500 000	10 328 955	10 247 344
4-649-31 Dépenses diverses de transfert (inondation	0	0	0
TOTAL DEPENSES CHARGES COMMUNES	121 070 128	119 951 509	119 857 636
DEPENSES DES MINISTERES			
2-615-20 Frais d'hospitalisation	747 856	747 855	747 855
2-619-03 Entretien Entraîneur National	474 902	474 902	474 902
4-221-03 Appui Fonct. Antennes Douanes à l'Extérieur	10 458	10 458	10 458
4-221-06 Appui fonct. secrétariat fonds eau	15 687	15 687	15 687
4-622-10 Appui fonct. associations religieuses	50 000	49 994	49 994
4-631-10 Subvention aux organismes publics	4 339 850	4 339 773	4 334 003
4-631-13 Personnel E.P.A.	5 000	0	0
4-631-20 Subvent. aux organismes publics (Prog.	544 370	544 370	542 953
4-631-21 Subvent. aux organismes publics (Prog.	1 094 752	1 094 752	1 087 258
4-631-23 Subvt° organismes pub.(lutte contre mal	219 334	219 333	214 013
4-631-32 Subvention aux organismes publics (Coo	142 815	142 773	125 713
4-631-33 Subvention aux organismes publics (GZI	14 400	14 394	14 394
4-631-38 Subvention Haut Conseil Maliens de l'Ex	52 290	52 290	52 290
4-631-50 Subvent° aux org. pub. (Santé de repro<	92 027	92 027	80 065

4-632-13 Subvention (appui PPM)	81 000	81 000	81 000
4-632-14 Subvention (pôle mère-enfant)	45 000	45 000	45 000
4-632-18 Subvention (Mutuelle)	459 774	459 774	459 774
4-632-20 Subvention (C.L.C.C.D.F)	70 550	70 544	70 544
4-632-21 Subvention (clinique opht. Mali-Cuba)	92 070	92 070	92 070
4-632-50 Subvention aux organismes non publics	928 070	927 066	927 066
4-632-52 Subvention (appui C.S.Ref. Eco. fin. Mor	14 654	14 653	14 653
4-632-53 Subvention (appui centre saisie fichier ex	51 494	51 493	51 476
4-639-10 Participation au fonctionnement (PRODE	909 714	909 712	909 712
4-639-14 Participat° au fonctionnement (système 1	48 719	48 718	48 718
4-639-17 Subvention (artisans)	44 820	44 820	44 820
4-639-18 Participation au fonctionnement (CNT NI	111 903	111 903	111 903
4-639-19 Participation au fonctionnement (CNELA	15 933	15 932	15 932
4-639-23 Participation au fonctionnement	714 429	714 428	714 428
4-641-11 Appui structures de tutelle des collectivités	387 309	387 297	387 286
4-641-12 Participation au fonctionnement (SIGTA!	1 084 357	1 084 356	1 054 116
4-641-13 Appui fonctionnement cellule CSLP	312 799	312 798	312 798
4-641-14 Appui éducation de base	25 218	25 218	25 218
4-641-15 Appui enseignement secondaire	687	684	684
4-641-16 Appui CENESS	53 511	53 511	53 511
4-641-17 Appui fonct. comité viabilité dette publique	29 725	29 725	29 725
4-641-18 Appui fonctionnement CAISFF	374 765	374 764	372 413
4-641-19 Appui fonct.CARFIP	369 053	369 052	365 466
4-641-21 Appui fonct. CCS/SFD	156 815	156 815	156 815
4-641-23 Appui fonct.comm. nat. droits de l'homme	9 530	9 527	9 527
4-641-24 Appui fonct. comm. nat. de l'OHADA	1 456	1 456	1 456
4-641-25 Appui fonct. comm. ch. travaux d'int. gl.	729	729	729
4-641-26 Appui fonct. comm. ch. médiation pénal	729	729	729
4-641-27 Appui Etat Civil	108 807	108 807	108 807
4-641-28 Appui PNEC	17 190	17 188	17 188
4-641-29 Appui GM/HCI	8 433	8 432	8 432
4-641-31 Appui Unité Suivi Stratég. Secteur Financier	75 026	75 025	75 025
4-641-33 Appui PAGAMGFP (VG)	20 000	20 000	20 000
4-641-35 Appui PAGAMGFP (CAISFF)	450 000	449 908	449 908
4-641-36 Appui PAGAMGFP (CF/AN)	20 000	20 000	20 000
4-641-39 Appui PAGAMGFP (CGSP)	250 000	203 094	203 094
4-641-40 Appui PAGAMGFP (CNSC)	50 000	50 000	50 000
4-641-41 Appui PAGAMGFP (DGABE)	60 000	42 925	42 925
4-641-42 Appui PAGAMGFP (DGB)	300 000	205 780	205 780
4-641-45 Appui PAGAMGFP (DGCE)	20 000	14 677	14 677
4-641-46 Appui PAGAMGFP (DGD)	260 000	196 390	172 061
4-641-47 Appui PAGAMGFP (DGDP)	50 000	13 455	13 455
4-641-48 Appui PAGAMGFP (DGI)	380 000	316 341	316 341
4-641-52 Appui PAGAMGFP (DGMP/DSP)	80 000	79 917	79 917
4-641-53 Appui PAGAMGFP (DNCF)	100 000	99 997	99 997
4-641-55 Appui PAGAMGFP (DNCT/CNFL)	60 000	59 999	59 999
4-641-56 Appui PAGAMGFP (DNDC)	150 000	149 316	149 316
4-641-57 Appui PAGAMGFP (DNI)	20 000	20 000	20 000
4-641-58 Appui PAGAMGFP (DNPd)	120 000	105 688	105 688
4-641-60 Appui PAGAMGFP (DNTCP)	360 000	333 075	333 075
4-641-62 Appui PAGAMGFP (DRH-SDEF)	100 000	86 278	86 278
4-641-63 Appui PAGAMGFP (IF)	20 000	19 999	19 999
4-641-64 Appui PAGAMGFP (SC/CS)	100 000	97 839	97 839
4-641-65 Appui PAGAMGFP (CARFIP)	300 000	230 896	230 896
4-641-69 Appui formation CFD	276 300	276 300	276 300

4-641-70 Appui fonctionnement CERCAP	15 687	15 679	15 679
4-641-76 Appui PAMORI	327 827	327 827	327 827
4-641-77 APPUI PAGAMGFP (CDI)	50 000	43 036	43 036
4-641-78 Appui fonctionnement (CSPP)	93 553	93 552	93 387
4-641-79 APPUI PAGAMGFP (CADD/MEF)	20 000	19 207	19 207
4-641-80 APPUI PAGAMGFP (CADD/MEN)	50 000	49 999	49 999
4-641-81 APPUI PAGAMGFP (CADD/MS)	50 000	49 919	49 919
4-642-11 Organisation championnats	29 800	29 800	29 800
4-642-20 Subvention Enseig. Privé	2 056 925	2 056 925	2 056 925
4-643-10 Participation au fonctionnement	8 502 777	8 491 281	8 157 278
4-643-14 Transfert en Invest. (Compte spécial Or	28 692	28 692	28 692
4-643-16 Participation au fonctionnement (CIGEM	48 555	48 555	47 186
4-643-22 Bourses & Alloc. d'Etudes	71 743	71 742	71 742
4-643-23 Participation au fonctionnement (MAEP)	89 610	89 610	89 610
4-643-24 Participation au fonctionnement (indemnité	287 252	287 252	287 252
4-643-25 Participat° au fonct. (sect. tech. orient.)	111 954	111 954	111 954
4-643-27 Participat° au fonct. (déléгат° minist./insl	81 216	81 215	81 215
4-643-31 Participat° au fonct. (préparat° suivi budgét.	555 484	555 483	555 483
4-644-10 Subvention césarienne	1 022 744	1 022 744	1 022 744
4-644-11 Subvention femmes cancéreuses	261 888	261 888	261 888
4-644-12 Subvention CADD	46 035	46 035	45 939
4-645-20 Contribution au fonct. des organismes	1 207 063	1 207 063	1 207 063
4-645-33 Contribution (formation)	38 125	38 125	38 125
4-649-10 Dépenses diverses de transfert	1 056 067	1 055 966	1 055 467
4-649-14 Dépenses diverses de transfert (ACODE	56 025	56 025	56 024
4-649-15 Lutte contre Palu. malnutrit° promot° Hyc	288 734	288 733	287 933
4-649-16 Lutte contre les IST/SIDA	2 279 233	2 280 494	2 278 887
4-649-18 Subvention lutte contre Dracunculose	13 811	13 811	13 811
4-649-21 Transfert au Fonds Nat. Agr.	0	0	0
4-649-22 Transfert au Fonds appui autonom. Femme	240 000	239 997	239 997
4-649-23 Transfert au Fonds comp. inov. techno.	669 696	669 597	669 597
4-649-30 Assistance Technique	243 815	243 815	243 815
4-650-02 Appui jeunesse	22 410	22 350	22 350
4-650-03 Subvention tuberculose	67 500	65 713	65 713
4-650-04 Appui Justice (traite personne)	199 574	199 574	199 574
TOTAL DEPENSES DES MINISTERES	38 138 105	37 657 361	37 209 264
DEPENSES DES E.P.A.			
4-221-05 Participation au fonctionnement (C.Stat.	149 400	149 400	149 400
4-631-10 Subvention aux organismes publics	21 074 568	21 098 111	20 275 580
4-631-11 Subvention aux organismes publics (dial	920 355	920 355	920 355
4-631-12 Participation Rech. Agronomique	254 315	254 315	245 453
4-631-13 Personnel E.P.A.	25 777 401	25 556 993	24 471 389
4-631-14 Electricité & Téléphone	6 368 598	6 148 084	6 015 222
4-631-16 Subvention E.P.A.	699 902	637 825	637 825
4-631-17 Subvention E.P.A.	1 211 426	1 188 948	1 188 948
4-631-18 Heures supplémentaires (cours)	364 633	354 082	354 082
4-631-19 Personnel bi-appartenant	1 084 154	1 037 849	1 036 345
4-631-27 Subvention aux organismes pub. (appui	164 340	164 340	164 340
4-631-28 Subvention aux organismes pub.(produc	30 330	30 330	30 330
4-631-29 Subvention aux organismes pub (part patr	3 654 000	3 654 000	3 654 000
4-631-30 Subvention aux organismes (volontariat	270 064	270 064	270 064
4-631-34 Subvention aux organismes publics (créa	59 760	59 760	59 760
4-631-35 Subvention aux organismes publics (prom	5 997	5 997	5 997
4-631-36 Subvention aux organismes publics (pres	848 275	848 275	848 275
4-631-37 Subvention Caisse de Sécurité	34 156 477	34 156 477	34 156 477

4-631-39 Subvention Bande Ku	179 984	179 983	179 983
4-631-40 Subvention aux organismes publics (radio	84 111	84 110	84 110
4-631-41 Subvention aux organismes pub. (afflux	3 163	3 163	3 163
4-631-42 Subvention aux org. pub. (produits de ce	2 500	2 500	2 500
4-631-44 Subvention (location fibre optique)	512 430	498 958	498 958
4-631-45 Subvention (gest° marché poisson)	26 892	26 892	26 892
4-631-48 Subvention (entretien bâtiments)	36 000	36 000	36 000
4-631-52 Subvention aux org. pub. (maintenance)	9 000	8 998	8 998
4-631-53 Sub. aux org. pub. (champions league Eu	90 000	89 997	89 997
4-632-15 Subvention (rencontre photographique)	37 521	37 520	37 520
4-632-19 Subvention (réinsert° Jeunes)	237 541	237 538	237 538
4-639-12 Participation au fonct. réseau intranet CIS	10 927	10 926	10 926
4-639-14 Participat° au fonctionnement (système 1	31 333	31 332	31 332
4-639-20 Contribution au fonct. (surv. aéroport.)	360 000	360 000	360 000
4-641-37 Appui PAGAMGFP (CFCT)	20 000	20 000	20 000
4-641-38 Appui PAGAMGFP (CFD)	20 000	20 000	20 000
4-641-72 APPUI PAGAMGFP (ARMDS)	20 000	20 000	20 000
4-643-11 Appui Promot. Gaz Butane	4 407 561	4 407 561	4 392 722
4-643-26 Participation au fonctionnement (CAMES	90 000	90 000	90 000
4-644-13 Subvention produits anesthésiques	197 704	197 703	191 815
4-645-20 Contribution au fonct. des organismes	10 200	10 200	10 200
4-645-30 Contribution au fonct. des organismes (R	40 000	40 000	40 000
4-645-32 Contribut° au fonct. des org. (T.U.Q.P.P.	29 531	29 531	29 531
4-649-10 Dépenses diverses de transfert	1 359 867	1 344 150	1 340 950
4-649-17 Subvt° organismes pub. (hôpitaux régionaux	228 542	228 534	228 534
TOTAL DEPENSES DES E.P.A.	105 138 802	104 550 800	102 475 511
DEPENSES DES REGIONS			
4-221-04 Appui Fonctionnement (CADJ)	12 551	12 551	12 435
4-631-10 Subvention aux organismes publics	332 624	332 284	331 097
4-631-19 Personnel bi-appartenant	32 167	24 075	24 075
4-631-21 Subvent. aux organismes publics (Prog.	70 322	70 316	60 632
4-631-23 Subvt° organismes pub.(lutte contre mal	931 972	931 968	898 900
4-632-50 Subvention aux organismes non publics	114 828	114 808	114 807
4-641-11 Appui structures de tutelle des collectivité	301 217	301 200	275 559
4-641-14 Appui éducation de base	139 820	139 819	139 819
4-643-10 Participation au fonctionnement	128 155	127 969	127 969
4-644-10 Subvention césarienne	619 558	575 770	523 980
4-649-10 Dépenses diverses de transfert	6 504 626	6 347 185	6 581 068
4-649-15 Lutte contre Palu. malnutrit° promot° Hyc	488 811	488 794	480 811
4-649-19 Lutte contre Palu. malnutrit° promot° Hyc	6 932	6 932	6 878
TOTAL DEPENSES DES REGIONS	9 683 583	9 473 671	9 578 030
TOTAL TRANSFERT ET SUBVENTION	274 030 618	271 633 341	269 120 441

DETTES

(En milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES CHARGES COMMUNES			
1-150-10 Règlement de dettes suite à emprunt	71 303 000	59 946 674	59 946 674
1-150-11 Règlement principal dettes intérieures	21 245 999	21 245 835	21 245 835
1-650-00 Frais financiers	27 224 000	23 607 320	23 607 320
1-650-10 Frais financiers dette intérieure	28 873 000	20 627 358	20 627 358
3-669-20 Apurement du passif	34 591 767	34 591 760	34 583 403
TOTAL DEPENSES CHARGES COMMUNES	183 237 766	160 018 947	160 010 590
TOTAL DETTES	183 237 766	160 018 947	160 010 590

BUDGETS ANNEXES CPTES ET FONDS SPÉCIAUX

(En milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES BUDGETS ANNEXES			
7-211-20 Etudes et recherches	2 048 000	39 488	31 998
7-231-10 Travaux et constructions	170 000	169 944	169 944
7-231-11 Réfection et réparation	130 500	0	0
7-231-12 Travaux et constructions	110 000	0	0
7-234-10 Dépenses en Investissement	5 395 250	5 256 000	5 255 377
7-241-10 Mobilier et équipement de bureau	40 000	0	0
7-242-10 Matériel informatique	42 438	0	0
7-243-10 Besoins nouveaux en véhicules des Structure	722 000	0	0
7-244-10 Matériel technique, installation et outillage	10 000	0	0
7-295-10 Prêts et avances au Personnel	122 000	0	0
7-611-00 Personnel	1 521 659	0	0
7-611-20 Heures Supplémentaires	16 000	0	0
7-614-10 Revers. aux org. soc. et pension except.	15 000	0	0
7-617-10 Dépense de formation	392 000	2 591	2 591
7-619-01 Salaire personnel contractuel & saisonnier	225 245	0	0
7-619-09 Autres dépenses de personnel	710 000	77 565	77 565
7-621-10 Dépenses Matériel-fonctionnement des s	610 500	22 817	22 817
7-621-14 Impressions & imprimés	15 000	0	0
7-621-19 Abonnements divers & documentations	8 000	0	0
7-621-40 Carburants et lubrifiants	472 000	5 250	5 250
7-622-10 Entretien matériel de bureau	30 000	0	0
7-622-11 Entretien du matériel technique	5 000	0	0
7-622-12 Entretien matériel informatique	34 000	0	0
7-622-20 Entretien véhicule - réparation	279 000	0	0
7-622-30 Entretien des bâtiments	10 000	0	0
7-622-31 Entretien courant des bâtiments	118 820	0	0
7-623-10 Honoraires et frais d'étude administrative	23 000	0	0
7-624-10 Assurances	23 000	0	0
7-625-10 Electricité et eau	165 000	0	0

7-626-10 Redevances téléphoniques	48 000	0	0
7-626-20 Frais postaux	4 050	0	0
7-627-10 Frais location bâtiments adminis. baillés	267 000	0	0
7-627-20 frais de Location logements baillés	147 600	0	0
7-628-10 Indemnité de déplacement	348 750	9 465	9 465
7-628-15 Indemnité de déplacement à l'extérieur	112 000	0	0
7-628-20 Frais de transport	63 000	0	0
7-628-25 Frais de transport à l'extérieur	243 000	3 522	3 522
7-628-30 Frais divers de transport à l'intérieur	250	0	0
7-628-31 Frais divers de transport à l'extérieur	48 000	0	0
7-629-09 Autres Dépenses	1 742 995	215 085	215 083
7-629-11 Achats de médicaments	61 000	0	0
7-631-10 Subvention aux organismes publics	35 200	0	0
7-632-50 Subvention aux organismes non publics	3 000	0	0
7-645-20 Contribution au fonct. des organismes	360 200	0	0
7-646-30 Subvention (entrepôts Mauritanie)	275 000	0	0
7-646-31 Subvention Entrepôts Guinée	195 000	0	0
7-646-32 Subvention Entrepôts Ghana	115 000	0	0
7-649-10 Dépenses diverses de transfert	632 000	541 997	541 997
7-649-11 Dépenses diverses de transfert (frais sc<	92 000	0	0
7-650-00 Frais financiers	28 573	0	0
7-661-10 Remboursement crédit TVA	65 400 000	62 271 801	62 271 801
TOTAL DEPENSES BUDGETS ANNEXES	83 685 030	68 615 525	68 607 411
TOTAL BUDGETS ANNEXES CPTES ET FONDS S	83 685 030	68 615 525	68 607 411

BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR

(En milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
B.S.I. FINANCEMENT INTERIEUR			
5-211-20 Etudes et recherches	2 845 114	2 845 093	2 838 206
5-231-10 Travaux et constructions	83 499 956	83 164 042	82 734 667
5-234-10 Dépenses en Investissement	95 260 452	94 564 419	92 191 564
5-234-35 Dépenses en Invest. (frais maint. équip.	22 193 192	21 913 351	21 913 351
5-242-10 Acquisition de matériel informatique	39 889	39 888	39 888
5-243-10 Matériel de transport	24 379	24 379	24 379
5-244-10 Acquisition de matériel technique	63 473	63 473	63 473
5-629-11 Fonctionnement lié à l'investissement	22 215 511	22 138 091	22 016 051
5-649-10 Fonctionnement lié à l'investissement	244 700	243 793	238 964
TOTAL B.S.I. FINANCEMENT INTERIEUR	226 386 666	224 996 530	222 060 543
B.S.I. FINANCEMENT INTERIEUR (REGIONS)			
5-211-20 Etudes et recherches	100 000	100 000	0
5-234-10 Dépenses en Investissement	8 777 524	8 627 108	7 997 110
5-629-11 Fonctionnement lié à l'investissement	144 173	144 172	141 772
TOTAL B.S.I. FINANCEMENT INTERIEUR (REGIONS)	9 021 697	8 871 280	8 138 882
TOTAL BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	235 408 363	233 867 810	230 199 425

APPUI BUDGÉTAIRE

(En milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES DES MINISTERES			
5-231-11 Travaux et constructions (Coll.)	11 289 191	9 877 889	8 893 875
5-234-10 Dépenses en Investissement	3 435 809	2 110 002	2 110 002
<i>TOTAL DEPENSES DES MINISTERES</i>	14 725 000	11 987 891	11 003 877
DEPENSES DES REGIONS			
2-617-10 Dépense de formation	319 408	44 750	44 750
3-621-10 Dépenses Matériel-fonctionnement des s	962 077	109 977	52 000
5-234-10 Dépenses en Investissement	2 384 632	1 278 027	1 278 027
<i>TOTAL DEPENSES DES REGIONS</i>	3 666 117	1 432 754	1 374 777
TOTAL APPUI BUDGÉTAIRE	18 391 117	13 420 645	12 378 654

PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)

(En milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES CHARGES COMMUNES			
2-619-96 Personnel (coll.)	0	0	0
<i>TOTAL DEPENSES CHARGES COMMUNES</i>	0	0	0
DEPENSES DES MINISTERES			
2-619-96 Personnel (coll.)	219 412	218 212	212 165
2-619-97 Personnel (appui éducation de base col	5 819 075	5 812 893	5 639 761
2-619-98 Personnel (appui enseig. secondaire coll	379 790	377 390	369 592
<i>TOTAL DEPENSES DES MINISTERES</i>	6 418 277	6 408 494	6 221 518
DEPENSES DES REGIONS			
2-619-95 Personnel (Santé coll.)	5 768 206	5 701 653	5 454 413
2-619-97 Personnel (appui éducation de base coll	92 531 444	91 941 645	89 133 974
2-619-98 Personnel (appui enseig. secondaire coll	14 655 710	14 561 820	14 349 439
<i>TOTAL DEPENSES DES REGIONS</i>	112 955 360	112 205 118	108 937 825
TOTAL PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)	119 373 637	118 613 612	115 159 343
TOTAL BUDGET D'ETAT	1 797 259 139	1 732 630 528	1 702 579 416

4. Analyse de l'exécution du budget par fonction (Sans BSI financement extérieur)

L'analyse de la situation d'exécution du budget d'Etat, par fonction ainsi que la représentation graphique correspondante se présentent comme suit :

(En milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	DOTATIONS REVISES	CREDITS LIQUIDES	TAUX D'EXECUTION
Administration générale et diplomatie	224,684	270,131	254,3	94,14
Défense et sécurité	315,655	313,193	311,751	99,54
Education Nationale	323,325	321,272	303,585	94,49
Santé	112,673	103,651	97,06	93,64
Secteurs sociaux	77,622	76,136	76,109	99,96
Infrastructures	301,935	337,435	315,291	93,44
Dettes	148,646	148,645	124,426	83,71
Dotations non réparties	184,84	226,796	220,051	97,03
TOTAL	1 689,38	1 797,26	1 702,57	94,73

Les taux d'exécution du budget par fonction les plus élevés à la date du 31 décembre 2016 sont enregistrés au niveau des secteurs sociaux pour 99,96%, de la Défense et sécurité pour 99,54%, des Dotations non réparties pour 97,03%, de l'Éducation nationale pour 94,49%, de l'Administration générale et diplomatie pour 94,14%, de la Santé pour 93,64%, des Infrastructures pour 93,44% et des dettes pour 83,71%.

Le taux d'exécution des Secteurs Sociaux (autres que l'Education et la Santé) 99,96% contre 95,66% à la même période en 2015 s'explique essentiellement par les dépenses de transfert et subvention, de personnel et du BSI financement intérieur.

La fonction Défense et Sécurité enregistre un taux d'exécution de 99,54% contre 97,84% à la même période en 2015 qui se justifie par la prise en charge des dépenses de personnel, d'équipement et d'investissement, de matériel et fonctionnement, de déplacement et missions et des autres dépenses en faveur des Forces Armées et de Sécurité.

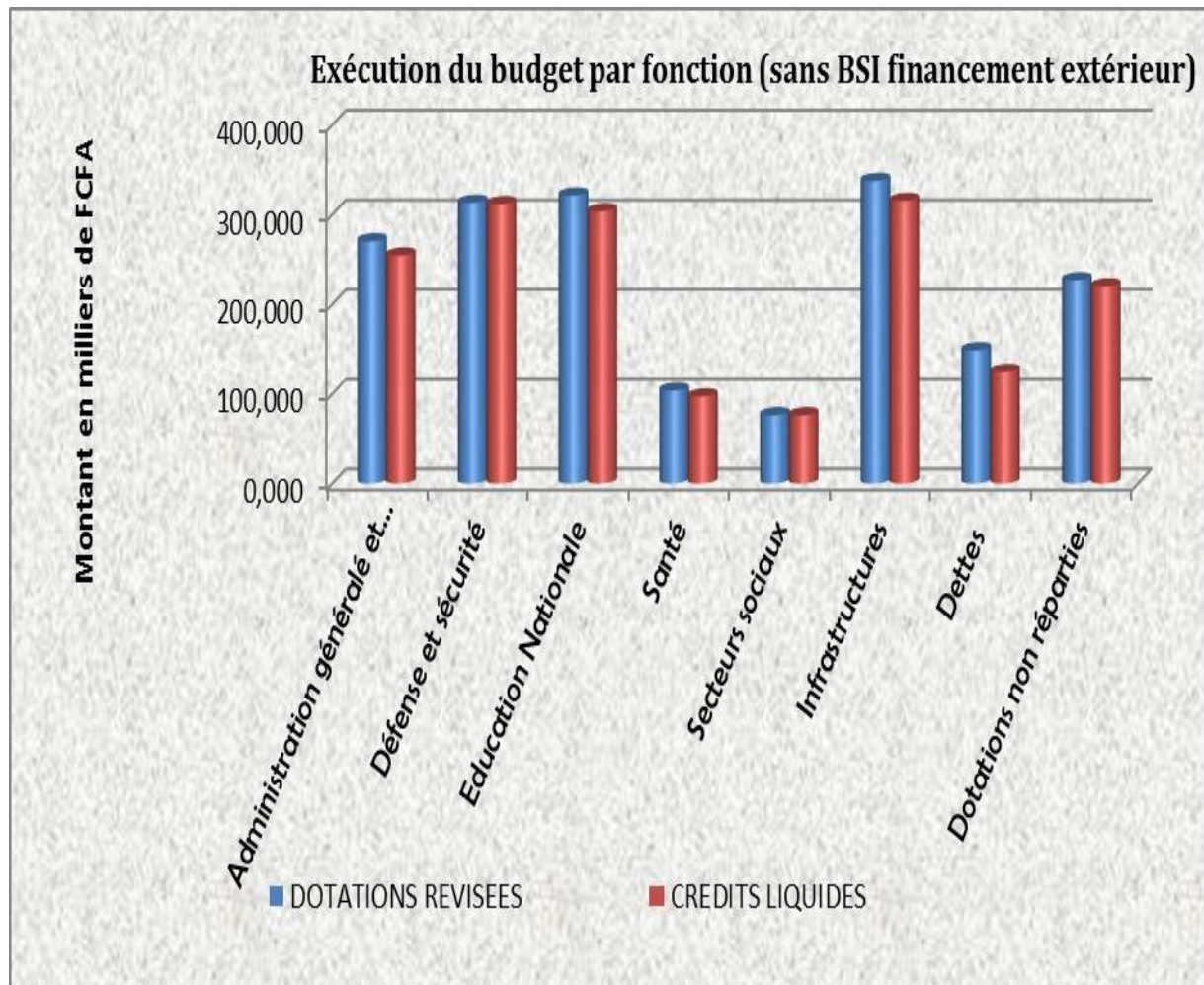
Le taux d'exécution de 94,49% contre 95,37 à la même période en 2015 de la fonction Education Nationale est imputable à la prise en charge des dépenses relatives au personnel et au fonctionnement notamment l'incidence du coût du matériel didactique dans les différents ordres d'enseignement liée à l'évolution des effectifs des élèves de différents ordres d'enseignement.

Le niveau d'exécution de 94,14% contre 86,30% à la même période en 2015 au niveau de la fonction Administration et Diplomatie est essentiellement imputable aux dépenses d'équipement et d'investissement, du personnel, de fonctionnement des administrations, de transfert et subvention.

Le taux d'exécution de 93,64% contre 88,96% à la même période en 2015 de la fonction Santé est essentiellement imputable à la prise en charge des dépenses au titre du personnel de la Santé et des transferts et subventions et du BSI financement intérieur.

La fonction Infrastructure indique un taux d'exécution de 93,44% contre 86,58% à la même période en 2015 et est imputable à l'exécution du Budget Spécial d'Investissement, aux dépenses de transfert et subvention et aux dépenses en équipement et investissement.

Ci-dessous, la représentation graphique de l'exécution du budget par fonction (hors BSI financement extérieur) :



5. Détail de l'exécution du budget par section sans le BSI financement extérieur

L'exécution du budget de dépenses au 31 décembre 2016 par section comptable (Charges Communes, Ministères, Institutions, Etablissements Publics, Régions, Budgets Annexes, Comptes et Fonds Spéciaux) se résume ci-après :

(En milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
990 CHARGES COMMUNES			
Personnel	15 533 763	15 482 354	15 446 160
Matériel & Fonctionnement	10 619 316	10 414 894	10 363 737
Déplacement & Mission	13 873 093	13 402 480	13 335 159
Communication & Energie	1 143 995	261 083	261 083
Autres Dépenses	30 232 173	28 369 849	28 292 098
Equipement et Investissement	126 843 167	120 340 169	114 317 952
Transfert et Subvention	121 070 128	119 951 509	119 857 636
Dettes	183 237 766	160 018 947	160 010 590
BSI Financement Intérieur	22 193 192	21 913 351	21 913 351
Personnel (Collectivité)	0	0	0
	524 746 593	490 154 635	483 797 766
110 ASSEMBLEE NATIONALE			
Personnel	2 559 096	2 559 096	2 559 096
Matériel & Fonctionnement	3 215 035	3 215 035	3 215 035
Déplacement & Mission	5 781 632	5 781 632	5 781 632
Communication & Energie	591 656	591 656	591 656
Autres Dépenses	849 601	849 601	849 601
Equipement et Investissement	1 226 600	1 226 600	1 226 600
Transfert et Subvention	1 695 528	1 695 528	1 695 528
	15 919 148	15 919 148	15 919 148
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE			
Personnel	1 251 061	1 251 051	1 143 586
Matériel & Fonctionnement	1 267 551	1 267 538	1 267 213
Déplacement & Mission	1 887 362	1 887 356	1 886 377
Communication & Energie	1 944 180	1 944 178	1 944 178
Autres Dépenses	3 549 247	3 549 246	3 548 646
Equipement et Investissement	299 927	299 926	299 926
Transfert et Subvention	614 928	614 927	614 924
BSI Financement Intérieur	1 694 034	1 620 872	1 620 872
	12 508 290	12 435 095	12 325 722
130 PRIMATURE			
Personnel	1 453 925	1 453 920	1 453 920
Matériel & Fonctionnement	941 139	941 131	941 106
Déplacement & Mission	851 586	851 555	851 555
Communication & Energie	2 241 176	2 241 173	2 241 173
Autres Dépenses	1 809 235	1 809 221	1 809 220
Equipement et Investissement	759 222	759 222	759 222
Transfert et Subvention	1 824 699	1 772 463	1 772 463
BSI Financement Intérieur	659 466	659 447	659 425
	10 540 448	10 488 132	10 488 083

(En milliers de FCFA)

131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS			
Personnel	67 191	67 191	67 191
Matériel & Fonctionnement	58 397	58 396	58 396
Déplacement & Mission	26 430	26 430	26 430
Communication & Energie	63 178	63 176	63 176
Autres Dépenses	306 108	306 107	306 057
	521 304	521 299	521 249
140 COUR CONSTITUTIONNELLE			
Personnel	236 766	236 766	242 399
Matériel & Fonctionnement	67 247	67 240	67 240
Déplacement & Mission	136 471	136 470	136 470
Communication & Energie	93 088	91 865	91 865
Autres Dépenses	180 729	180 726	180 726
Equipement et Investissement	162 000	149 771	149 771
Transfert et Subvention	4 931	4 930	4 930
BSI Financement Intérieur	200 000	200 000	200 000
	1 081 232	1 067 767	1 073 401
150 COUR SUPREME			
Personnel	575 443	575 442	575 442
Matériel & Fonctionnement	194 296	194 230	194 230
Déplacement & Mission	179 621	179 619	179 619
Communication & Energie	62 566	62 483	62 483
Autres Dépenses	239 821	239 799	239 799
Equipement et Investissement	13 500	13 499	13 499
Transfert et Subvention	104 050	101 889	101 889
BSI Financement Intérieur	2 762 976	2 762 975	2 762 975
	4 132 273	4 129 936	4 129 936
155 HAUTE COUR DE JUSTICE			
Personnel	182 019	182 018	181 949
Communication & Energie	29 866	29 149	29 149
Transfert et Subvention	1 025 962	1 025 961	1 024 209
	1 237 847	1 237 128	1 235 307
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL & CULTUREL			
Personnel	278 139	278 138	278 138
Matériel & Fonctionnement	134 938	134 936	134 936
Déplacement & Mission	238 553	238 550	238 520
Communication & Energie	70 160	69 381	69 381
Autres Dépenses	211 085	211 083	211 083
Equipement et Investissement	36 000	35 995	35 995
Transfert et Subvention	33 737	33 737	33 737
BSI Financement Intérieur	299 979	299 979	299 979
	1 302 591	1 301 799	1 301 769
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
Personnel	738 004	735 828	735 828
Matériel & Fonctionnement	131 687	131 686	129 620
Déplacement & Mission	273 714	273 712	273 712
Communication & Energie	161 836	161 439	161 439
Autres Dépenses	163 305	163 303	163 302
Equipement et Investissement	59 885	59 885	59 885
Transfert et Subvention	56 250	56 250	56 250
BSI Financement Intérieur	400 000	399 997	399 997
	1 984 681	1 982 099	1 980 032

(En milliers de FCFA)

180 MINISTERE AFF. ETRANGERES, COOPERAT. INTERNAT. INTEGRATION AFRICAINE			
Personnel	10 325 863	10 323 377	9 317 828
Matériel & Fonctionnement	857 132	857 056	857 055
Déplacement & Mission	1 654 328	1 654 259	1 653 703
Communication & Energie	2 398 575	2 355 923	2 355 354
Autres Dépenses	8 532 084	8 532 075	8 530 836
Equipement et Investissement	888 939	888 917	888 917
Transfert et Subvention	2 238 957	2 228 045	1 894 659
BSI Financement Intérieur	1 594 664	1 594 649	1 594 649
	28 490 542	28 434 301	27 093 002
182 MINISTERE COOPERATION INTERNATIONALE & INTEGRATION AFRICAINE			
Personnel	127 642	125 846	125 846
Matériel & Fonctionnement	18 896	18 887	18 887
Déplacement & Mission	30 215	30 193	30 193
Communication & Energie	0	0	0
Autres Dépenses	18 388	18 382	18 382
Equipement et Investissement	20 440	20 439	20 439
Transfert et Subvention	9 507	9 506	9 506
	225 088	223 254	223 254
185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR			
Personnel	192 536	192 535	192 403
Matériel & Fonctionnement	76 340	76 315	76 315
Déplacement & Mission	237 174	237 167	237 167
Communication & Energie	117 314	113 824	113 824
Autres Dépenses	35 968	35 967	35 967
Equipement et Investissement	76 482	76 482	76 482
Transfert et Subvention	168 693	168 691	167 322
BSI Financement Intérieur	628 000	628 000	628 000
	1 532 507	1 528 981	1 527 480
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL			
Personnel	2 250 000	2 250 000	2 250 000
Matériel & Fonctionnement	82 170	82 170	82 170
Déplacement & Mission	184 480	184 480	184 480
Communication & Energie	145 826	145 826	145 826
Autres Dépenses	365 000	365 000	365 000
Transfert et Subvention	20 000	20 000	20 000
	3 047 476	3 047 476	3 047 476
192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE			
Personnel	315 398	311 605	312 474
Communication & Energie	84 600	84 600	84 600
Equipement et Investissement	22 500	22 500	22 500
Transfert et Subvention	390 303	390 303	390 303
	812 801	809 008	809 877
195 COMITE NAT. DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT			
Personnel	11 697	11 697	8 828
Matériel & Fonctionnement	19 723	19 721	19 721
Déplacement & Mission	48 179	48 178	46 796
Communication & Energie	18 366	12 184	11 789
Autres Dépenses	32 146	32 143	32 143
	130 111	123 923	119 276

(En milliers de FCFA)

210 MINISTERE DE LA DEFENSE & ANC. COMBATTANTS			
Personnel	77 870 369	77 870 368	77 870 368
Matériel & Fonctionnement	17 632 636	17 632 613	17 595 805
Déplacement & Mission	6 577 442	6 577 423	6 573 747
Communication & Energie	4 717 192	4 716 358	4 714 123
Autres Dépenses	9 634 462	9 634 453	9 630 703
Equipement et Investissement	97 756 142	97 756 141	95 990 990
Transfert et Subvention	769 977	769 976	769 976
	214 958 220	214 957 333	213 145 713
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME			
Personnel	2 569 820	2 396 432	2 396 432
Matériel & Fonctionnement	2 765 189	2 763 357	2 765 884
Déplacement & Mission	280 862	280 854	280 854
Communication & Energie	483 019	482 649	475 349
Autres Dépenses	742 195	742 194	742 194
Equipement et Investissement	42 954	42 951	42 951
Transfert et Subvention	350 028	350 017	350 017
BSI Financement Intérieur	2 671 392	2 671 390	2 671 389
	9 905 459	9 729 844	9 725 071
223 OFFICE CENTRAL LUTTE CONTRE ENRICHIS. ILLICITE			
Matériel & Fonctionnement	0	0	0
Déplacement & Mission	0	0	0
Communication & Energie	162 000	0	0
Autres Dépenses	0	0	0
Equipement et Investissement	0	0	0
	162 000	0	0
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE			
Personnel	28 497 996	28 497 993	28 498 011
Matériel & Fonctionnement	3 898 664	3 898 650	3 897 849
Déplacement & Mission	1 409 927	1 409 908	1 409 480
Communication & Energie	781 250	781 248	781 248
Autres Dépenses	842 490	842 480	842 171
Equipement et Investissement	9 489 134	9 489 133	9 486 833
Transfert et Subvention	75 750	75 750	75 750
BSI Financement Intérieur	2 154 857	2 154 848	2 148 015
	47 150 068	47 150 010	47 139 357
235 SECURITE D'ETAT			
Matériel & Fonctionnement	245 336	245 336	245 336
Déplacement & Mission	1 289 601	1 289 601	1 289 601
Communication & Energie	115 371	115 369	115 369
Autres Dépenses	3 582 695	3 582 695	3 582 695
	5 233 003	5 233 001	5 233 001
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
Personnel	8 608 424	8 608 412	8 608 413
Matériel & Fonctionnement	2 462 456	2 461 891	2 450 390
Déplacement & Mission	423 046	423 017	423 017
Communication & Energie	1 657 553	1 653 638	1 653 638
Autres Dépenses	597 347	596 020	595 220
Equipement et Investissement	4 676 850	4 676 743	4 676 743
Transfert et Subvention	6 184 699	5 801 618	5 740 930
BSI Financement Intérieur	9 116 238	8 789 368	8 768 497
	33 726 613	33 010 708	32 916 849

(En milliers de FCFA)

320 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCT. PUBL.			
Personnel	802 368	802 365	802 365
Matériel & Fonctionnement	395 214	395 168	390 668
Déplacement & Mission	156 937	156 931	156 931
Communication & Energie	233 430	233 421	233 421
Autres Dépenses	274 315	274 305	274 305
Equipement et Investissement	36 000	35 968	35 968
Transfert et Subvention	50 000	43 036	43 036
BSI Financement Intérieur	1 278 546	1 278 546	1 278 509
	3 226 810	3 219 740	3 215 202
323 MINISTERE EMPLOI & FORMATION PROFESSIONNELLE			
Personnel	730 296	730 294	663 340
Matériel & Fonctionnement	301 240	301 051	300 907
Déplacement & Mission	133 454	133 431	133 275
Communication & Energie	181 056	164 821	164 655
Autres Dépenses	590 032	589 746	589 746
Equipement et Investissement	94 500	94 488	93 988
Transfert et Subvention	320 812	320 736	320 700
BSI Financement Intérieur	2 060 000	2 059 957	2 015 107
	3 226 810	4 394 525	4 281 718
330 MIN. ADMINISTRATION TERRIT. DECENTRALISATION ET REFORME ETAT			
Personnel	933 193	930 190	930 190
Matériel & Fonctionnement	590 615	590 492	590 468
Déplacement & Mission	352 994	352 956	352 956
Communication & Energie	399 189	396 017	396 017
Autres Dépenses	714 070	714 000	712 369
Equipement et Investissement	142 110	142 108	142 108
Transfert et Subvention	495 179	495 167	495 155
BSI Financement Intérieur	1 648 000	1 647 879	1 560 349
	5 275 35G	5 268 8G9	5 179 611
334 AUTORITE PROTECT DONNEES A CARACTERE PERSONNEL			
Equipement et Investissement	60 000	60 000	60 000
Transfert et Subvention	230 280	230 280	230 280
	290 280	290 280	290 280
335 MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA REFORME DE L'ETAT			
Personnel	151 090	151 090	151 090
Matériel & Fonctionnement	97 772	97 754	97 754
Déplacement & Mission	163 266	163 263	163 263
Communication & Energie	39 555	33 554	33 554
Autres Dépenses	489 340	489 325	489 325
Equipement et Investissement	59 760	59 759	59 759
Transfert et Subvention	98 127	98 126	98 126
BSI Financement Intérieur	30 000	29 995	29 995
	1 128 910	1 122 865	1 122 865
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES & DU CULTE			
Personnel	77 292	76 249	76 249
Matériel & Fonctionnement	87 930	87 924	87 924
Déplacement & Mission	101 763	101 760	101 760
Communication & Energie	29 699	29 515	29 515
Autres Dépenses	92 890	92 887	92 887
Equipement et Investissement	45 000	45 000	45 000
Transfert et Subvention	143 376	143 363	143 363
BSI Financement Intérieur	130 000	129 996	129 996
	707 950	706 694	706 694

341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE			
Personnel	113 524	96 450	96 450
Matériel & Fonctionnement	415 188	415 185	412 380
Déplacement & Mission	130 484	130 477	130 477
Communication & Energie	59 785	59 784	59 784
Autres Dépenses	67 835	67 834	67 834
Equipement et Investissement	40 500	40 380	40 380
Transfert et Subvention	1 830 112	1 829 561	1 829 327
	2 657 428	2 639 670	2 636 632
400 MINISTERE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
Matériel & Fonctionnement	1 396	1 395	1 395
Déplacement & Mission	4 761	4 760	4 760
Communication & Energie	609	608	608
Autres Dépenses	96 551	96 548	96 548
Equipement et Investissement	0	0	0
Transfert et Subvention	21 856	21 856	21 856
	125 173	125 167	125 167
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
Personnel	11 353 817	10 912 590	10 610 368
Matériel & Fonctionnement	13 244 246	13 232 464	13 083 859
Déplacement & Mission	813 131	813 041	813 041
Communication & Energie	584 268	581 074	580 081
Autres Dépenses	3 106 809	3 109 969	2 997 172
Equipement et Investissement	2 269 518	2 269 517	2 269 217
Transfert et Subvention	3 360 835	3 360 830	3 360 830
BSI Financement Intérieur	1 636 882	1 636 877	1 636 877
Appui Budgétaire	3 435 809	2 110 002	2 110 002
Personnel (Collectivité)	6 198 865	6 190 283	6 009 353
	46 004 180	44 216 648	43 470 801
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR & RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
Personnel	3 629 265	3 394 237	3 394 237
Matériel & Fonctionnement	668 711	667 235	628 958
Déplacement & Mission	290 406	290 402	290 187
Communication & Energie	317 310	171 510	170 914
Autres Dépenses	1 185 291	1 184 889	1 168 573
Bourses	1 428 300	896 474	896 474
Transfert et Subvention	1 241 988	1 241 886	1 241 542
BSI Financement Intérieur	2 146 063	2 146 061	2 146 061
	10 907 334	9 992 694	9 936 946
510 MINISTERE DE LA CULTURE			
Personnel	1 327 479	1 327 371	1 217 345
Matériel & Fonctionnement	261 218	261 209	261 209
Déplacement & Mission	150 257	150 222	150 222
Communication & Energie	400 776	400 776	400 776
Autres Dépenses	590 010	590 006	588 436
Equipement et Investissement	62 968	62 967	62 967
Transfert et Subvention	360 964	360 951	360 951
BSI Financement Intérieur	1 246 491	1 246 481	1 246 480
	4 400 163	4 399 983	4 288 387

(En milliers de FCFA)

520 MINISTERE DES SPORTS			
Personnel	925 077	903 471	903 471
Matériel & Fonctionnement	686 789	686 782	686 782
Déplacement & Mission	1 322 867	1 322 848	1 322 848
Communication & Energie	699 478	692 476	692 476
Autres Dépenses	299 342	298 661	298 136
Equipement et Investissement	46 596	46 595	46 595
Transfert et Subvention	627 590	627 560	627 560
BSI Financement Intérieur	1 995 975	1 989 439	1 988 206
	6 603 714	6 567 831	6 566 075
610 MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE			
Personnel	10 885 540	10 795 105	10 797 633
Matériel & Fonctionnement	10 333 548	10 333 385	10 045 726
Déplacement & Mission	630 542	630 486	620 508
Communication & Energie	490 673	439 369	433 934
Autres Dépenses	686 332	686 327	669 258
Equipement et Investissement	5 342 123	5 342 024	5 021 859
Transfert et Subvention	5 726 403	5 724 487	5 680 330
BSI Financement Intérieur	629 379	628 439	596 670
Appui Budgétaire	11 289 191	9 877 889	8 893 875
Personnel (Collectivité)	219 412	218 212	212 165
	46 233 143	44 675 723	42 971 959
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA			
Personnel	29 550	27 310	27 310
Transfert et Subvention	2 409 041	2 410 301	2 408 694
	2 438 591	2 437 612	2 436 004
640 MINISTERE PROMOTION DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE			
Personnel	531 974	520 373	469 798
Matériel & Fonctionnement	223 423	223 411	223 411
Déplacement & Mission	107 070	107 040	107 040
Communication & Energie	236 947	236 945	236 945
Autres Dépenses	332 591	332 590	332 589
Equipement et Investissement	479 993	479 993	479 993
Transfert et Subvention	291 065	291 062	291 062
BSI Financement Intérieur	2 230 000	2 229 845	2 227 551
	4 433 063	4 421 260	4 368 389
660 MINISTERE SOLIDARITE & ACTION HUMANITAIRE			
Personnel	975 406	971 254	971 254
Matériel & Fonctionnement	514 466	513 397	510 589
Déplacement & Mission	443 447	443 432	443 432
Communication & Energie	122 871	79 373	79 373
Autres Dépenses	177 281	176 190	165 080
Equipement et Investissement	161 804	161 705	161 705
Transfert et Subvention	1 016 649	1 015 645	1 013 230
BSI Financement Intérieur	675 000	674 996	674 996
	4 086 924	4 035 992	4 019 659

(En milliers de FCFA)

714 MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT ET DEVELOP. DURABLE			
Personnel	1 355 805	1 355 796	1 239 868
Matériel & Fonctionnement	314 293	314 252	313 882
Déplacement & Mission	198 602	198 422	190 285
Communication & Energie	213 176	182 349	182 349
Autres Dépenses	292 385	292 376	292 746
Equipement et Investissement	54 000	54 000	54 000
Transfert et Subvention	69 165	69 152	69 152
BSI Financement Intérieur	5 264 115	5 264 107	5 238 523
	7 761 541	7 730 453	7 580 804
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
Personnel	1 187 110	1 182 111	1 182 049
Matériel & Fonctionnement	178 458	178 429	178 429
Déplacement & Mission	134 881	134 857	134 857
Communication & Energie	186 919	186 896	184 286
Autres Dépenses	165 617	165 616	165 616
Equipement et Investissement	22 029	22 028	22 028
Transfert et Subvention	8 492	8 491	8 491
BSI Financement Intérieur	6 285 656	6 285 620	6 214 829
	8 169 162	8 164 049	8 090 586
726 MINISTERE DES MINES			
Personnel	770 113	767 625	767 624
Matériel & Fonctionnement	171 060	170 930	170 930
Déplacement & Mission	138 526	138 002	138 002
Communication & Energie	171 384	168 212	168 212
Autres Dépenses	196 378	196 360	196 360
Equipement et Investissement	340 715	340 714	340 714
Transfert et Subvention	76 445	76 444	76 444
BSI Financement Intérieur	1 132 322	1 132 270	1 121 538
	2 996 943	2 990 557	2 979 824
730 MIN. ECONOMIE NUMERIQUE ET COMMUNICATION			
Personnel	240 394	240 392	240 392
Matériel & Fonctionnement	112 719	112 631	112 631
Déplacement & Mission	87 456	87 454	87 454
Communication & Energie	111 137	111 053	111 053
Autres Dépenses	236 550	236 545	234 106
Equipement et Investissement	97 650	97 601	97 601
Transfert et Subvention	111 903	111 903	111 903
BSI Financement Intérieur	1 511 957	1 511 912	1 487 827
	2 509 766	2 509 493	2 482 967
740 MINISTERE DOMAINES ETAT ET DES AFFAIRES FONCIERES			
Personnel	883 699	882 187	882 187
Matériel & Fonctionnement	209 934	209 916	209 916
Déplacement & Mission	167 029	167 012	167 012
Communication & Energie	137 542	137 540	137 540
Autres Dépenses	294 680	294 676	294 676
Equipement et Investissement	44 820	44 816	44 816
Transfert et Subvention	530 237	512 478	512 478
BSI Financement Intérieur	2 719 831	2 719 823	2 519 806
	4 987 772	4 968 448	4 768 431

(En milliers de FCFA)

745 MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME			
Personnel	587 466	587 465	580 629
Matériel & Fonctionnement	211 921	211 908	211 226
Déplacement & Mission	119 582	119 571	119 571
Communication & Energie	60 000	42 244	42 244
Autres Dépenses	98 000	97 998	97 998
Equipement et Investissement	56 025	56 024	56 024
Transfert et Subvention	11 542	11 542	11 542
BSI Financement Intérieur	8 028 921	7 716 481	7 711 092
	9 173 457	8 843 231	8 830 325
750 MINISTERE AMENAGEMENT TERRITOIRE ET POPULATION			
Personnel	368 472	368 471	368 470
Matériel & Fonctionnement	109 862	109 846	109 011
Déplacement & Mission	96 529	96 524	95 319
Communication & Energie	90 000	59 992	59 992
Autres Dépenses	98 100	98 094	98 054
Equipement et Investissement	9 675	9 675	9 675
Transfert et Subvention	30 627	30 617	30 617
BSI Financement Intérieur	1 118 745	1 118 734	1 118 734
	1 922 010	1 891 952	1 889 871
760 MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT			
Personnel	1 286 464	1 286 461	1 286 461
Matériel & Fonctionnement	323 354	320 478	319 861
Déplacement & Mission	191 122	190 502	190 502
Communication & Energie	334 958	333 994	333 994
Autres Dépenses	187 317	185 365	184 701
Equipement et Investissement	1 571 775	1 565 673	1 565 673
Transfert et Subvention	530 921	530 916	530 916
BSI Financement Intérieur	74 099 973	74 099 961	73 297 656
	78 525 884	78 513 351	77 709 764
810 MINISTERE DU COMMERCE			
Personnel	987 832	984 237	918 347
Matériel & Fonctionnement	256 937	256 920	256 920
Déplacement & Mission	131 420	131 187	131 187
Communication & Energie	226 534	226 531	226 531
Autres Dépenses	363 604	363 592	363 592
Equipement et Investissement	27 000	27 000	27 000
Transfert et Subvention	89 101	89 092	89 092
BSI Financement Intérieur	2 964 884	2 964 526	2 958 119
	5 047 312	5 043 086	4 970 790
812 MINISTERE PROMOTION INVESTISSEMENTS ET SECTEUR PRIVE			
Personnel	148 490	148 490	148 407
Matériel & Fonctionnement	115 414	115 397	115 397
Déplacement & Mission	180 194	180 178	180 178
Communication & Energie	83 541	83 530	82 143
Autres Dépenses	303 446	303 443	303 443
Equipement et Investissement	45 000	44 999	44 999
Transfert et Subvention	264 954	264 953	264 953
BSI Financement Intérieur	450 000	450 000	450 000
	1 591 039	1 590 990	1 589 519

(En milliers de FCFA)

820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
Personnel	3 091 354	3 090 906	3 148 257
Matériel & Fonctionnement	695 390	694 978	693 788
Déplacement & Mission	347 274	346 898	346 898
Communication & Energie	766 402	635 109	647 610
Autres Dépenses	544 044	543 935	543 905
Equipement et Investissement	7 887 582	7 887 574	7 887 769
Transfert et Subvention	672 070	667 043	664 949
BSI Financement Intérieur	15 044 230	14 940 685	14 836 169
	29 048 346	28 807 128	28 769 346
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE			
Personnel	26 000	3 140	3 140
Matériel & Fonctionnement	117 996	116 273	115 983
Déplacement & Mission	85 748	84 024	84 024
Communication & Energie	162 943	146 645	145 063
Autres Dépenses	171 188	170 781	164 851
Equipement et Investissement	1 129 969	1 129 967	1 129 967
Transfert et Subvention	163 325	163 247	163 247
BSI Financement Intérieur	1 558 000	1 324 963	1 156 546
	3 415 169	3 139 041	2 962 821
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE			
Personnel	212 500	212 126	214 706
Matériel & Fonctionnement	26 281	26 278	26 278
Déplacement & Mission	27 469	27 462	27 462
Communication & Energie	64 581	45 547	45 547
Autres Dépenses	27 001	27 000	27 000
Equipement et Investissement	11 952	11 944	11 944
Transfert et Subvention	1 026 145	1 026 144	1 026 144
BSI Financement Intérieur	5 847 000	5 847 000	5 847 000
	7 242 929	7 223 502	7 226 081
133 AGENCE DE DEVELOPPEMENT DU NORD DU MALI			
Transfert et Subvention	796 724	796 721	794 081
BSI Financement Intérieur	43 000	42 831	39 874
	839 724	839 552	833 955
222 INSTITUT NATIONAL DE FORMATION JUDICIAIRE			
Personnel	3 876	3 869	3 629
Matériel & Fonctionnement	13 480	13 480	13 480
Autres Dépenses	29 880	29 880	29 880
Transfert et Subvention	157 527	157 490	155 649
	204 763	204 719	202 638
311 CELLULE NAT. TRAITEMENT INFORMAT° FIN. (GENTIF)			
Transfert et Subvention	415 703	415 702	415 702
	415 703	415 702	415 702
312 AUTORITE REGULAT. MARCHES PUB. DELEG. SCE PUB. (ARMDS)			
Transfert et Subvention	438 644	438 644	438 644
	438 644	438 644	438 644
313 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES			
Equipement et Investissement	0	9 000	3 871
Transfert et Subvention	85 751	153 819	149 296
	85 751	162 819	153 167

(En milliers de FCFA)

314 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KOULIKORO			
Equipement et Investissement	9 000	8 992	8 992
Transfert et Subvention	152 310	152 309	146 391
	161 310	161 300	155 383
315 OFFICE NAT. DES PRODUITS PETROLIERS			
Transfert et Subvention	536 502	536 478	536 651
BSI Financement Intérieur	691 956	691 955	690 777
	1 228 458	1 228 433	1 227 428
316 INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE			
Transfert et Subvention	478 967	478 965	466 914
BSI Financement Intérieur	1 322 500	1 322 488	1 322 488
	1 801 467	1 801 453	1 789 401
317 CENTRE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT			
Transfert et Subvention	98 435	98 433	98 433
	98 435	98 433	98 433
318 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SIKASSO			
Equipement et Investissement	9 000	8 998	8 998
Transfert et Subvention	150 799	148 926	148 926
	159 799	157 924	157 924
319 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SEGOU			
Equipement et Investissement	9 000	9 000	9 000
Transfert et Subvention	153 572	153 012	152 127
	162 572	162 012	161 127
324 FONDS D'APPUI FORMAT PROFESS. & APPRENTIS.			
Transfert et Subvention	82 327	82 327	82 327
	82 327	82 327	82 327
325 AGENCE PROMOT. EMPLOI DES JEUNES(APEJ)			
Transfert et Subvention	627 090	627 028	627 028
	627 090	627 028	627 028
326 INSTITUT NAT. D'INGENIERIE FORMAT PROFESSION.			
Transfert et Subvention	189 008	189 007	182 452
	189 008	189 007	182 452
327 OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION (ONEF)			
Equipement et Investissement	44 820	44 820	44 820
Transfert et Subvention	73 943	73 941	73 798
	118 763	118 761	118 618
329 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. MOPTI			
Equipement et Investissement	9 000	10 206	6 317
Transfert et Subvention	151 493	153 951	145 474
	160 493	164 157	151 791
331 AGENCE NAT. D'INVEST. COLLECT. TERRITORIALES			
Equipement et Investissement	12 308 900	12 308 900	12 308 900
Transfert et Subvention	1 909 000	1 909 000	1 909 000
BSI Financement Intérieur	3 000 000	3 000 000	3 000 000
	17 217 900	17 217 900	17 217 900
332 MAISON DU HADJ			
Transfert et Subvention	22 384	22 384	22 384
	22 384	22 384	22 384
333 CENTRE DE FORMATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
Transfert et Subvention	173 937	173 937	167 375
	173 937	173 937	167 375

(En milliers de FCFA)

336 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. TOMB.			
Equipement et Investissement	9 000	9 000	9 000
Transfert et Subvention	153 872	151 379	151 343
	162 872	160 378	160 343
337 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. GAO			
Equipement et Investissement	9 000	8 996	8 996
Transfert et Subvention	153 884	135 260	134 580
	162 884	144 256	143 576
338 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KIDAL			
Equipement et Investissement	9 000	8 969	8 969
Transfert et Subvention	143 129	122 237	122 237
	152 129	131 205	131 205
339 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. DISTRICT			
Equipement et Investissement	9 000	8 983	8 983
Transfert et Subvention	153 758	144 497	144 497
	162 758	153 480	153 480
411 ECOLE NORMALE SUPERIEURE (ENSUP)			
Matériel & Fonctionnement	79 328	79 328	79 328
Transfert et Subvention	1 082 936	1 081 584	1 063 431
	1 162 264	1 160 911	1 142 758
413 ECOLE NATIONALE D'INGENIEURS (ENI)			
Matériel & Fonctionnement	79 779	79 778	79 778
Transfert et Subvention	930 565	930 565	926 589
BSI Financement Intérieur	149 891	149 890	149 890
	1 160 235	1 160 233	1 156 257
414 INSTITUT POLYTECH. RURAL FORM. RECH. APPL. K.			
Matériel & Fonctionnement	23 755	23 753	19 794
Transfert et Subvention	1 704 723	1 700 519	1 470 957
BSI Financement Intérieur	150 000	149 993	93 996
	1 878 478	1 874 265	1 584 748
416 CENTRE DES OEUVRES UNIVERSITAIRES			
Personnel	17 469	17 465	17 465
Matériel & Fonctionnement	3 083 197	3 083 197	3 082 955
Bourses	10 627 949	10 627 949	10 627 939
Equipement et Investissement	90 000	90 000	90 000
Transfert et Subvention	3 482 592	3 477 212	2 851 166
BSI Financement Intérieur	799 983	799 982	745 233
	18 101 190	18 095 805	17 414 758
417 CENTRE NAT. DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE & TECH.			
Equipement et Investissement	38 700	38 700	38 700
Transfert et Subvention	154 026	149 474	149 186
	192 726	188 174	187 886
418 ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION			
Transfert et Subvention	581 002	581 001	576 862
BSI Financement Intérieur	2 000 000	2 000 000	2 000 000
	2 581 002	2 581 001	2 576 862
420 ECOLE NORMALE D'ENSEIG. TECHN. PROFES.			
Matériel & Fonctionnement	101 277	101 277	101 277
Transfert et Subvention	255 622	255 616	255 368
	356 899	356 893	356 645

(En milliers de FCFA)

422 UNIVERSITE DE SEGOU			
Personnel	813 700	813 660	779 491
Matériel & Fonctionnement	530 906	530 905	530 905
Transfert et Subvention	804 664	804 658	804 658
BSI Financement Intérieur	1 000 000	1 000 000	1 000 000
	3 149 270	3 149 223	3 115 054
424 UNIVERSITE LETTRES SCIENCES HUMAINES BKO			
Personnel	2 093 874	2 093 595	2 093 595
Matériel & Fonctionnement	754 133	754 088	745 401
Déplacement & Mission	167 475	167 406	167 406
Communication & Energie	166 133	163 681	163 681
Autres Dépenses	356 018	356 017	356 017
Transfert et Subvention	16 074	16 073	16 073
	3 553 707	3 550 861	3 542 174
425 INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES			
Equiperment et Investissement	18 000	17 992	17 992
Transfert et Subvention	257 082	257 081	242 350
BSI Financement Intérieur	128 000	128 000	128 000
	403 082	403 072	388 342
426 UNIVERSITE SCIENCES TECHN. TECHNOLOGIES BKO			
Personnel	3 139 395	3 134 778	3 133 929
Matériel & Fonctionnement	903 861	903 825	903 595
Déplacement & Mission	266 733	266 580	266 580
Communication & Energie	417 613	410 459	410 459
Autres Dépenses	83 579	83 528	83 528
Transfert et Subvention	188 914	188 913	188 913
BSI Financement Intérieur	542 921	542 919	542 919
	5 543 016	5 531 002	5 529 922
428 CENTRE NAT. RESS. EDUC. NON FORMELLE			
Transfert et Subvention	218 793	203 266	203 262
	218 793	203 266	203 262
429 UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION BKO			
Personnel	2 839 992	2 839 405	2 839 405
Matériel & Fonctionnement	1 145 732	1 145 429	1 036 602
Déplacement & Mission	303 543	268 144	268 129
Communication & Energie	116 219	115 435	115 435
Autres Dépenses	186 396	183 050	183 050
Transfert et Subvention	45 000	44 970	44 970
	4 636 882	4 596 433	4 487 590
430 INST. HAUTES ETUDES RECH. ISLAM. AHMED BABA			
Equiperment et Investissement	19 329	19 328	19 328
Transfert et Subvention	290 262	289 261	267 847
	309 591	308 590	287 176
431 UNIVERSITE SCIENCES JURIDIQUES POLITIQUES BKO			
Personnel	2 700 167	2 594 613	2 594 613
Matériel & Fonctionnement	1 051 391	1 051 327	856 934
Déplacement & Mission	393 709	390 546	390 546
Communication & Energie	127 991	125 769	125 769
Autres Dépenses	1 189 994	1 189 993	941 469
Transfert et Subvention	31 054	31 054	30 854
	5 494 306	5 383 302	4 940 186

(En milliers de FCFA)

432 ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES			
Equipement et Investissement	36 000	35 999	35 999
Transfert et Subvention	293 554	297 620	263 772
BSI Financement Intérieur	50 000	49 998	49 998
	379 554	383 617	349 770
433 ECOLE SUP. JOURNALISME & SCIENCES COM..			
Matériel & Fonctionnement	0	0	0
Transfert et Subvention	10 000	0	0
	10 000	0	0
434 CENTRE FORMAT° PERFECTIONNEMENT STATISTIQUE			
Personnel	14 000	14 000	14 000
Matériel & Fonctionnement	18 515	18 475	18 475
Autres Dépenses	6 750	6 549	6 549
Transfert et Subvention	53 636	43 122	43 122
BSI Financement Intérieur	41 500	41 458	41 458
	134 401	123 604	123 604
511 CENTRE INTERNATIONAL DE CONFERENCE DE BAMAKO			
Transfert et Subvention	294 713	294 711	292 686
BSI Financement Intérieur	999 995	999 995	999 915
	1 294 708	1 294 705	1 292 600
512 MUSEE NATIONAL			
Equipement et Investissement	7 470	7 470	7 470
Transfert et Subvention	330 410	249 626	326 294
	337 880	257 095	333 764
514 PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE BA			
Transfert et Subvention	317 329	317 328	316 276
BSI Financement Intérieur	373 931	373 930	373 930
	691 260	691 258	690 206
516 BUREAU MALIEN DU DROIT D'AUTEUR			
Transfert et Subvention	133 510	111 497	125 507
	133 510	111 497	125 507
517 CENTRE NAT. CINEMATOGRAPHIE DU MALI			
Transfert et Subvention	352 514	352 513	329 702
	352 514	352 513	329 702
518 CONSERV.ARTS METIERS MULTI.BALLA FASSEKE K.			
Equipement et Investissement	16 451	16 441	16 441
Transfert et Subvention	506 628	506 613	503 462
BSI Financement Intérieur	270 000	269 997	268 967
	793 079	793 051	788 870
519 MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE			
Equipement et Investissement	7 375	7 375	7 375
Transfert et Subvention	89 021	89 020	88 992
BSI Financement Intérieur	104 000	104 000	104 000
	200 396	200 395	200 367
522 CENTRE NAT. PROMOT° VOLONTARIAT MALI			
Transfert et Subvention	111 931	111 930	111 930
BSI Financement Intérieur	250 000	249 997	249 997
	361 931	361 928	361 928
523 INSTITUT NATIONAL JEUNESSE ET SPORTS			
Personnel	51 052	51 010	51 010
Autres Dépenses	9 000	8 998	8 998
Transfert et Subvention	465 922	465 919	465 919
	525 974	525 927	525 927

613 AGENCE NAT. SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS			
Equiperment et Investissement	36 000	36 000	36 000
Transfert et Subvention	332 651	312 369	311 557
BSI Financement Intérieur	99 983	99 982	99 982
	468 634	448 351	447 539
615 HOPITAL GABRIEL TOURE			
Equiperment et Investissement	278 489	276 459	275 814
Transfert et Subvention	2 891 349	2 890 550	2 849 764
BSI Financement Intérieur	500 000	500 000	0
	3 669 838	3 667 010	3 125 577
616 HOPITAL DU MALI			
Equiperment et Investissement	60 481	60 481	60 056
Transfert et Subvention	1 284 152	1 278 541	1 231 851
BSI Financement Intérieur	199 938	199 937	199 522
	1 544 571	1 538 959	1 491 429
617 HOPITAL DU POINT G			
Equiperment et Investissement	314 149	314 148	314 148
Transfert et Subvention	3 941 998	3 941 915	3 941 240
BSI Financement Intérieur	300 000	299 961	299 961
	4 556 147	4 556 024	4 555 349
618 AGENCE NAT. TELESANTE ET INFORM. MEDICALE			
Equiperment et Investissement	13 500	13 500	13 500
Transfert et Subvention	476 717	476 669	473 584
BSI Financement Intérieur	796 060	796 060	776 000
	1 286 277	1 286 229	1 263 084
619 HOPITAL DE KATI			
Equiperment et Investissement	105 985	105 985	105 985
Transfert et Subvention	978 196	977 973	977 943
BSI Financement Intérieur	250 000	250 000	250 000
	1 334 181	1 333 957	1 333 927
620 CENTRE RECH. LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE			
Equiperment et Investissement	72 000	71 973	71 973
Transfert et Subvention	467 088	458 040	442 842
BSI Financement Intérieur	275 000	274 969	61 928
	814 088	804 983	576 743
621 INSTITUT NATIONAL DE RECH. EN SANTE PUBLIQUE			
Equiperment et Investissement	89 955	89 954	89 954
Transfert et Subvention	1 206 727	1 206 725	1 189 503
BSI Financement Intérieur	450 000	449 998	449 998
	1 746 682	1 746 678	1 729 456
622 CENTRE RECH. ETUDES ET DOCUMENTATION POUR SURVIE ENFANT			
Equiperment et Investissement	50 400	50 400	50 400
Transfert et Subvention	333 755	329 240	321 315
	384 155	379 640	371 715
623 CENTRE D'ODONTO STOMATOLOGIE			
Equiperment et Investissement	92 323	91 862	91 862
Transfert et Subvention	1 159 963	1 087 795	1 085 795
BSI Financement Intérieur	148 634	148 634	148 634
	1 400 920	1 328 290	1 326 290
625 LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE			
Equiperment et Investissement	37 447	37 405	37 405
Transfert et Subvention	466 261	449 066	444 446
BSI Financement Intérieur	99 724	99 722	59 779
	603 432	586 193	541 630

(En milliers de FCFA)

627 CENTRE NAT. DE TRANSFUSION SANGUINE (CNTS)			
Equiperment et Investissement	7 477	7 477	6 177
Transfert et Subvention	669 495	666 493	653 688
	676 972	673 970	659 865
629 CENTRE NAT. APPUI LUTTE CONTRE MALADIE			
Equiperment et Investissement	90 132	78 866	78 866
Transfert et Subvention	778 613	776 506	775 857
BSI Financement Intérieur	98 531	98 530	74 399
	967 276	953 902	929 123
630 AGENCE NATIONALE D'EVALUATION DES HOPITAUX			
Equiperment et Investissement	54 530	54 525	54 525
Transfert et Subvention	238 831	222 257	211 198
	293 361	276 781	265 723
631 INSTITUT NAT. FORMAT^o SCIENCE DE LA SANTE			
Equiperment et Investissement	17 972	17 971	17 971
Transfert et Subvention	1 431 791	1 406 322	1 399 779
BSI Financement Intérieur	160 372	130 670	130 670
	1 610 135	1 554 963	1 548 420
632 INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)			
Transfert et Subvention	1 019 952	1 019 951	947 733
BSI Financement Intérieur	275 000	275 000	275 000
	1 294 952	1 294 951	1 222 733
633 HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES			
Transfert et Subvention	671 585	671 584	495 952
	671 585	671 584	495 952
634 HOPITAL DE SIKASSO			
Transfert et Subvention	969 395	969 335	695 962
	969 395	969 335	695 962
635 HOPITAL NIANANKORO FOMBA DE SEGOU			
Transfert et Subvention	728 005	727 473	725 015
	728 005	727 473	725 015
636 HOPITAL SOMINE DOLO DE MOPTI			
Transfert et Subvention	813 681	813 678	796 644
	813 681	813 678	796 644
637 HOPITAL DE TOMBOUCTOU			
Transfert et Subvention	405 037	401 920	402 274
	405 037	401 920	402 274
638 HOPITAL DE GAO			
Transfert et Subvention	492 448	491 541	484 922
	492 448	491 541	484 922
645 CITE DES ENFANTS			
Equiperment et Investissement	8 980	8 980	8 980
Transfert et Subvention	219 298	216 764	217 063
BSI Financement Intérieur	200 000	199 997	183 814
	428 278	425 740	409 856
666 INSTITUT D'ETUDE & RECHERCHE EN GERONTO-GERIATRIE			
Equiperment et Investissement	58 050	58 050	58 050
Transfert et Subvention	289 092	289 090	287 511
BSI Financement Intérieur	200 000	200 000	200 000
	547 142	547 140	545 561
668 CAISSE MALIENNE DE SECURITE SOCIALE			
Transfert et Subvention	37 883 104	37 883 104	37 883 104
	37 883 104	37 883 104	37 883 104

(En milliers de FCFA)

670 OBSERVATOIRE HUMAIN & DURABLE			
Equiperment et Investissement	38 700	38 698	38 698
Transfert et Subvention	68 196	68 150	66 267
BSI Financement Intérieur	399 548	399 547	395 779
	506 444	506 395	500 744
674 INTITUT NAT.FORMATION TRAVAILLEURS SOCIAUX			
Transfert et Subvention	544 734	536 024	523 425
BSI Financement Intérieur	229 011	229 010	229 010
	773 745	765 034	752 435
676 FONDS DE SOLIDARITE NATIONALE			
Transfert et Subvention	483 042	483 042	483 042
BSI Financement Intérieur	292 000	292 000	292 000
	775 042	775 042	775 042
678 CENTRE D'ORTHOPEIDIE & D'APPAREILLAGE			
Equiperment et Investissement	22 093	22 092	22 092
Transfert et Subvention	386 022	385 977	371 513
BSI Financement Intérieur	75 673	75 673	63 830
	483 788	483 742	457 436
679 CAISSE NATIONALE ASSURANCE MALADIE			
Transfert et Subvention	39 281	37 220	24 706
	39 281	37 220	24 706
681 AGENCE NATIONALE D'ASSISTANCE MEDICALE			
Transfert et Subvention	1 032 388	1 032 364	1 032 364
	1 032 388	1 032 364	1 032 364
703 INSTITUT. NAT. FORMATO PROFESS. BAT. TRANSP. TRAV. PUB.			
Equiperment et Investissement	5 576	5 576	5 576
Transfert et Subvention	110 116	108 712	103 337
	115 692	114 288	108 913
704 AGENCE D'EXECUTION TRAVAUX ROUTIERS (AGEROUTE)			
Transfert et Subvention	84 224	84 224	84 224
BSI Financement Intérieur	100 000	100 000	100 000
	184 224	184 224	184 224
706 INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI			
Transfert et Subvention	481 704	481 701	475 944
BSI Financement Intérieur	392 000	391 999	391 999
	873 704	873 701	867 943
708 CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.			
Equiperment et Investissement	126 000	125 956	101 028
Transfert et Subvention	154 111	152 891	152 330
BSI Financement Intérieur	208 000	185 651	185 651
	488 111	464 497	439 008
710 AUTORITE ROUTIERE			
BSI Financement Intérieur	400 000	400 000	400 000
	400 000	400 000	400 000
712 AGENCE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE			
Transfert et Subvention	404 471	404 471	404 471
	404 471	404 471	404 471
713 AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE			
Transfert et Subvention	198 695	198 693	196 223
BSI Financement Intérieur	2 467 359	2 467 001	2 467 001
	2 666 054	2 665 694	2 663 224

(En milliers de FCFA)

715 AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION (AMARAP)			
Equipement et Investissement	18 675	18 675	2 745
Transfert et Subvention	117 924	117 922	117 048
BSI Financement Intérieur	125 000	125 000	125 000
	261 599	261 596	244 792
716 AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER			
Transfert et Subvention	173 748	173 744	173 709
BSI Financement Intérieur	2 149 957	2 149 931	2 149 931
	2 323 705	2 323 675	2 323 640
717 AGENCE NATIONALE GESTION STATIONS EPURATION DU MALI			
Equipement et Investissement	4 500	4 493	4 493
Transfert et Subvention	255 360	252 784	252 257
BSI Financement Intérieur	1 879 553	1 879 551	1 879 551
	2 139 413	2 136 827	2 136 300
718 AGENCE ENVIRON. DEVELOP. DURABLE			
Transfert et Subvention	238 191	235 331	219 899
BSI Financement Intérieur	575 026	575 025	575 025
	813 217	810 356	794 924
722 AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE			
Equipement et Investissement	66 727	66 727	66 727
Transfert et Subvention	4 500 635	4 500 635	4 485 796
BSI Financement Intérieur	530 000	530 000	530 000
	5 097 362	5 097 361	5 082 523
723 LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX			
Equipement et Investissement	37 350	37 350	37 350
Transfert et Subvention	175 991	175 991	165 566
BSI Financement Intérieur	400 000	399 996	399 996
	613 341	613 337	602 912
724 AUTORITE POUR L'AMENAG. DE TAOUSSA (AAT)			
Transfert et Subvention	141 823	141 822	140 347
BSI Financement Intérieur	2 596 629	2 596 629	2 589 609
	2 738 452	2 738 451	2 729 956
725 AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI			
Equipement et Investissement	45 000	44 999	44 999
Transfert et Subvention	166 855	166 855	127 856
BSI Financement Intérieur	290 888	290 885	290 885
	502 743	502 739	463 740
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION			
Transfert et Subvention	345 199	345 199	345 199
	345 199	345 199	345 199
735 OFFICE RADIO TELEVISION DU MALI			
Equipement et Investissement	836 959	836 959	836 959
Transfert et Subvention	4 346 543	4 258 569	4 154 587
	5 183 502	5 095 527	4 991 546
737 AGENCE MALIENNE DE PRESSE & PUBLICITE			
Equipement et Investissement	8 964	8 961	8 961
Transfert et Subvention	472 796	472 794	434 314
BSI Financement Intérieur	800 000	800 000	800 000
	1 281 760	1 281 755	1 243 275
738 AGENCE NATIONALE COM. DEVELOPPEMENT			
Transfert et Subvention	135 516	134 776	132 482
BSI Financement Intérieur	290 931	290 931	290 931
	426 447	425 707	423 412

739 AGENCE TECHNOLOGIES INFORMATO & COMMUNICATION			
Equipement et Investissement	56 568	56 419	56 419
Transfert et Subvention	1 645 666	1 543 418	1 543 418
	1 702 234	1 599 837	1 599 837
814 CENTRE RECH.FORMAT.INDUST. TEXTILE (CERFITEX)			
Equipement et Investissement	7 470	7 469	7 469
Transfert et Subvention	335 669	335 657	335 657
BSI Financement Intérieur	300 000	300 000	300 000
	643 139	643 125	643 125
816 AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS(API)			
Equipement et Investissement	10 289	10 288	10 288
Transfert et Subvention	126 638	118 760	126 635
BSI Financement Intérieur	239 991	239 991	189 171
	376 918	369 039	326 095
817 AGENCE POUR PROMOT° EXPORTATIONS MALI			
Equipement et Investissement	0	0	0
Transfert et Subvention	107 019	103 260	102 070
BSI Financement Intérieur	64 486	64 486	64 486
	171 505	167 746	166 556
819 AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS			
Equipement et Investissement	14 839	14 839	14 839
Transfert et Subvention	155 954	155 922	155 838
BSI Financement Intérieur	612 981	612 940	612 940
	783 774	783 701	783 617
823 AGENCE DE GESTION MARCHE CENTRAL POISSON BAMAKO (AGMCPB)			
Transfert et Subvention	26 892	26 892	26 892
BSI Financement Intérieur	300 000	300 000	300 000
	326 892	326 892	326 892
825 OFFICE HAUTE VALLEE DU NIGER (O.H.V.N)			
Equipement et Investissement	168 921	168 921	168 921
Transfert et Subvention	557 844	557 843	557 963
BSI Financement Intérieur	508 000	508 000	508 000
	1 234 765	1 234 764	1 234 884
826 AGENCE DVPT. RURAL VALLE FLEUVE SENEGAL			
Equipement et Investissement	148 118	148 066	144 526
Transfert et Subvention	545 807	545 806	545 836
BSI Financement Intérieur	483 000	483 000	293 965
	1 176 925	1 176 872	984 327
827 OFFICE RIZ MOPTI			
Transfert et Subvention	276 159	276 157	270 108
BSI Financement Intérieur	270 000	270 000	268 475
	546 159	546 157	538 583
829 OFFICE DE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE			
Equipement et Investissement	179 653	179 642	179 642
Transfert et Subvention	454 844	446 930	446 887
BSI Financement Intérieur	400 000	399 992	396 516
	1 034 497	1 026 564	1 023 046
831 INSTITUT D'ECONOMIE RURALE			
Equipement et Investissement	186 750	186 750	136 302
Transfert et Subvention	3 173 233	3 173 232	3 164 342
BSI Financement Intérieur	125 000	125 000	0
	3 484 983	3 484 982	3 300 644

(En milliers de FCFA)

833 LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE			
Equiperment et Investissement	80 580	80 580	80 580
Transfert et Subvention	685 885	660 966	596 046
BSI Financement Intérieur	166 000	166 000	166 000
	932 465	907 546	842 626
834 LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO			
Transfert et Subvention	68 891	68 716	57 799
	68 891	68 716	57 799
835 OFFICE RIZ SEGOU			
Transfert et Subvention	462 577	462 576	424 071
BSI Financement Intérieur	4 914 981	4 914 977	4 914 977
	5 377 558	5 377 553	5 339 048
837 OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA			
Transfert et Subvention	334 186	334 177	334 490
BSI Financement Intérieur	932 000	932 000	931 946
	1 266 186	1 266 177	1 266 436
839 OFFICE PROTECTION DES VEGETAUX			
Transfert et Subvention	565 025	557 743	565 476
BSI Financement Intérieur	200 000	199 998	199 998
	765 025	757 741	765 475
841 OFFICE POUR MISE EN VALEUR SYSTEME FAGUIBINE			
Transfert et Subvention	180 021	180 002	174 748
BSI Financement Intérieur	166 000	165 998	165 998
	346 021	346 000	340 746
842 CENTRE NAT. INSEMINAT° ARTIFICIELLE ANIMALE			
Transfert et Subvention	120 000	119 595	119 578
	120 000	119 595	119 578
866 BUREAU RESTRUCT. MISE A NIVEAU ENTR. INDUST.			
Transfert et Subvention	90 196	90 196	89 670
BSI Financement Intérieur	104 965	104 964	104 964
	195 161	195 160	194 634
867 AGENCE MALIENNE NORMAL. PROMOT° QUALITE			
Equiperment et Investissement	33 615	33 569	27 958
Transfert et Subvention	130 887	124 143	123 295
BSI Financement Intérieur	100 000	99 996	99 996
	264 502	257 708	251 249
868 CENTRE DE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE			
Equiperment et Investissement	16 052	16 052	16 052
Transfert et Subvention	78 405	78 404	75 590
BSI Financement Intérieur	100 000	100 000	100 000
	194 457	194 455	191 642
869 AGENCE DE PROMOTION TOURISTIQUE DU MALI			
Transfert et Subvention	269 921	269 920	261 097
BSI Financement Intérieur	120 000	119 999	119 999
	389 921	389 919	381 096

(En milliers de FCFA)

900 DISTRICT DE BAMAKO			
Personnel	23 295 803	22 904 633	21 033 229
Matériel & Fonctionnement	6 802 297	6 800 271	6 800 146
Déplacement & Mission	420 103	420 044	420 043
Communication & Energie	1 545 126	1 505 126	1 505 126
Autres Dépenses	6 401 670	6 400 551	6 400 551
Bourses	127 347	58 042	58 042
Equipement et Investissement	4 351 753	4 329 077	4 326 677
Transfert et Subvention	1 165 239	1 157 112	1 157 112
Appui Budgétaire	0	0	0
Personnel (Collectivité)	14 240 521	14 143 489	14 143 488
	58 349 859	57 718 344	55 844 413
901 REGION DE KAYES			
Personnel	9 053 514	8 993 433	8 190 446
Matériel & Fonctionnement	2 919 042	2 893 075	2 777 981
Déplacement & Mission	443 602	431 173	398 459
Communication & Energie	1 681 149	1 452 129	1 445 794
Autres Dépenses	1 723 144	1 722 316	1 690 636
Equipement et Investissement	415 845	415 845	415 845
Transfert et Subvention	1 354 629	1 297 616	1 265 940
Appui Budgétaire	0	0	0
Personnel (Collectivité)	16 442 737	16 359 274	13 706 993
	34 033 662	33 564 860	29 892 095
902 REGION DE KOULIKORO			
Personnel	11 245 088	8 912 358	10 610 920
Matériel & Fonctionnement	5 465 445	5 465 315	5 112 143
Déplacement & Mission	617 647	617 293	602 341
Communication & Energie	1 318 162	1 133 418	975 887
Autres Dépenses	4 270 673	4 240 752	4 225 275
Equipement et Investissement	2 700 142	2 682 437	2 677 475
Transfert et Subvention	1 105 510	1 105 122	1 084 671
BSI Financement Intérieur	149 891	149 891	113 967
Personnel (Collectivité)	19 270 339	19 218 421	19 218 421
	46 142 897	43 525 007	44 621 100
903 REGION DE SIKASSO			
Personnel	13 445 984	13 407 374	9 224 167
Matériel & Fonctionnement	3 847 027	3 848 662	3 837 620
Déplacement & Mission	405 168	405 155	398 769
Communication & Energie	1 675 478	1 675 460	1 680 083
Autres Dépenses	3 708 339	3 708 516	3 589 414
Bourses	302 061	300 265	17 640
Equipement et Investissement	1 119 979	1 120 491	1 120 491
Transfert et Subvention	1 801 720	1 756 097	2 001 837
BSI Financement Intérieur	2 494 119	2 494 118	2 391 708
Appui Budgétaire	1 670 227	804 477	746 500
Personnel (Collectivité)	18 951 381	18 940 681	18 422 322
	49 421 483	48 461 296	43 430 550

(En milliers de FCFA)

904 REGION DE SEGOU			
Personnel	9 386 694	9 202 232	9 065 812
Matériel & Fonctionnement	2 831 844	2 828 953	2 831 129
Déplacement & Mission	438 976	438 894	438 894
Communication & Energie	1 150 468	1 150 463	1 150 463
Autres Dépenses	2 309 655	2 309 585	2 311 615
Bourses	179 267	175 353	175 353
Equipement et Investissement	1 005 940	1 005 940	1 005 940
Transfert et Subvention	1 349 906	1 311 059	1 311 122
BSI Financement Intérieur	950 000	934 509	934 509
Appui Budgétaire	0	0	0
Personnel (Collectivité)	15 661 304	15 661 247	15 661 247
	35 264 054	35 018 236	34 886 085
905 REGION DE MOPTI			
Personnel	6 913 727	6 899 825	6 318 720
Matériel & Fonctionnement	2 756 427	2 756 358	2 773 586
Déplacement & Mission	411 654	410 333	410 332
Communication & Energie	1 253 733	1 253 710	1 253 710
Autres Dépenses	1 366 056	1 331 894	1 331 713
Bourses	15 038	5 983	5 983
Equipement et Investissement	507 369	507 369	507 369
Transfert et Subvention	1 308 418	1 278 470	1 233 663
BSI Financement Intérieur	800 000	665 077	665 077
Appui Budgétaire	815 382	183 277	183 277
Personnel (Collectivité)	14 280 165	13 865 372	13 865 372
	30 427 969	29 157 667	28 548 801
906 REGION DE TOMBOUCTOU			
Personnel	4 264 067	4 263 153	4 256 337
Matériel & Fonctionnement	1 131 526	1 130 307	1 130 772
Déplacement & Mission	380 538	379 594	379 545
Communication & Energie	634 553	633 040	633 040
Autres Dépenses	455 534	455 533	455 532
Equipement et Investissement	74 575	74 575	74 575
Transfert et Subvention	695 821	666 033	665 886
BSI Financement Intérieur	2 127 687	2 127 685	2 127 685
Appui Budgétaire	1 180 508	445 000	445 000
Personnel (Collectivité)	5 989 782	5 957 908	5 948 735
	16 934 591	16 132 829	16 117 108
907 REGION DE G A O			
Personnel	4 211 478	4 205 977	3 835 347
Matériel & Fonctionnement	1 237 330	1 235 464	1 200 317
Déplacement & Mission	398 005	397 946	391 479
Communication & Energie	670 866	648 741	648 741
Autres Dépenses	616 227	616 142	590 657
Bourses	42 722	40 248	40 248
Equipement et Investissement	152 590	152 590	152 590
Transfert et Subvention	644 101	643 932	600 619
BSI Financement Intérieur	2 500 000	2 500 000	1 905 936
Personnel (Collectivité)	6 620 165	6 565 840	6 562 105
	17 093 484	17 006 881	15 928 038

(En milliers de FCFA)

908 REGION DE KIDAL			
Personnel	912 633	906 105	570 173
Matériel & Fonctionnement	597 871	581 476	581 239
Déplacement & Mission	276 998	276 056	276 056
Communication & Energie	200 050	26 065	25 951
Autres Dépenses	135 551	125 227	125 177
Transfert et Subvention	172 241	172 240	171 193
BSI Financement Intérieur	0	0	0
Personnel (Collectivité)	1 498 966	1 492 886	1 409 142
	3 794 310	3 580 056	3 158 932
909 REGION DE TAOUDENIT			
Matériel & Fonctionnement	20 000	19 995	19 995
Déplacement & Mission	95 000	84 999	84 999
Communication & Energie	250 000	156 587	156 587
Autres Dépenses	60 000	59 998	59 998
Equipement et Investissement	267 000	266 996	266 996
Transfert et Subvention	43 000	42 994	42 994
	735 000	631 569	631 569
910 REGION DE MENAKA			
Matériel & Fonctionnement	15 998	15 991	15 991
Déplacement & Mission	90 000	89 991	89 991
Communication & Energie	250 000	157 356	157 356
Autres Dépenses	59 999	59 992	59 992
Equipement et Investissement	0	0	0
Transfert et Subvention	42 998	42 994	42 994
	458 995	366 324	366 323
950 BUDGETS ANNEXES			
Budgets Annexes comptes et Fonds Spéciaux	5 414 030	0	0
	5 414 030	0	0
970 COMPTES & FONDS SPECIAUX			
Budgets Annexes comptes et Fonds Spéciaux	78 271 000	68 615 525	68 607 411
	78 271 000	68 615 525	68 607 411
TOTAL BUDGET D'ETAT	1 797 259 139	1 732 630 528	1 702 579 416

IV. CONCLUSION

L'exécution du Budget d'Etat sans le financement extérieur du BSI au 30/12/2016, dégage un solde budgétaire déficitaire de 249,16 milliards de FCFA. Ce solde s'explique surtout par les tirages sur les disponibilités en début d'exercice et les instances de paiement.